

Les vérités amères de Chelghoum

P. 2



www.cresus.dz

In medio stat virtus

A cause du Covid-19
**186 travailleurs de la santé
ont perdu la vie** Page 4

IL A ABORDÉ PLUSIEURS DOSSIERS LORS DE SA VISITE EN ESPAGNE

Boukadoum réitère les principes de la diplomatie algérienne

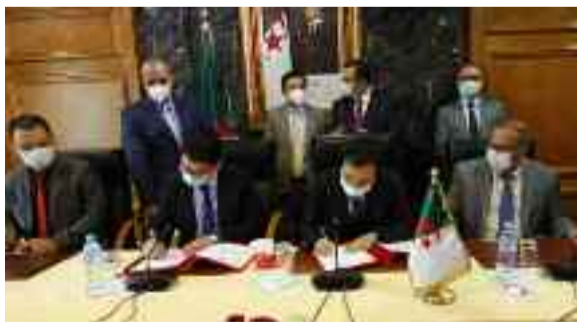


*Émigration et politique de voisinage, Union pour la Méditerranée, dialogue 5+5 (dont l'Espagne assure la présidence tournante), Libye, Sahel, phénomène migratoire, terrorisme, investissements espagnols... ont été au menu de la visite de Boukadoum en Espagne. Une occasion pour réitérer «les grands principes» de la diplomatie algérienne.
Lire page 3*

Belmadi et ses joueurs lui ont rendu hommage
Zetchi, adieu et au revoir ! P. 14

Créances impayées de Sonelgaz
Le gouvernement «sensibilisé» P. 6

GRAND PROJET MINIER ENTRE L'ALGÉRIE ET LA CHINE
Gara Djebilet, fer de lance...



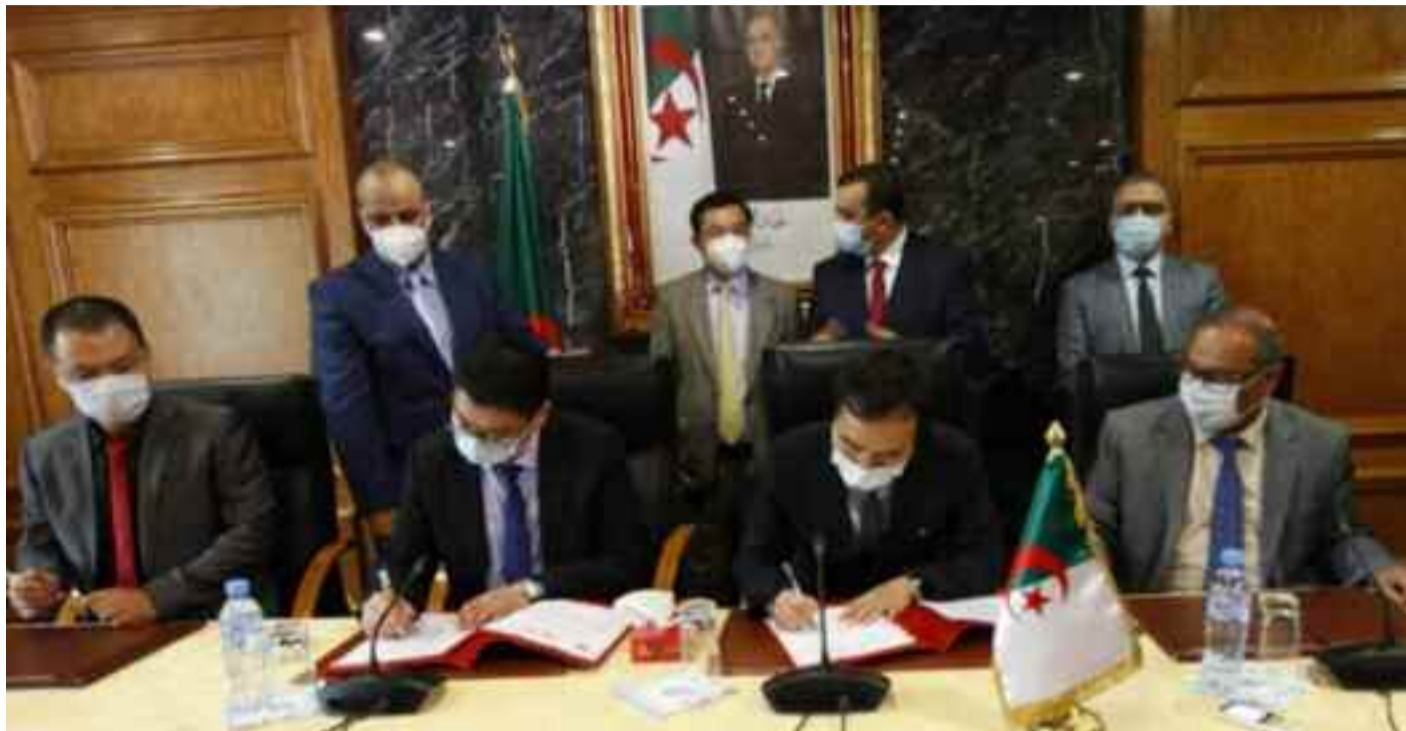
Regard sur un écrivain éclectique
Bribes de Boudjedra... P. 13



C'est hier au ministère de l'Énergie et des Mines que le mémorandum d'entente algéro-chinois pour l'exploitation du gisement ferrifère de Gara Djebilet, au sud-est de Tindouf, a été signé. Page 2

GRAND PROJET MINIER ENTRE L'ALGÉRIE ET LA CHINE Gara Djebilet, fer de lance...

C'est hier au ministère de l'Energie et des Mines que le mémorandum d'entente algéro-chinois pour l'exploitation du gisement ferrifère de Gara Djebilet, au sud-est de Tindouf, a été signé dans l'après-midi entre l'entreprise nationale algérienne de métallurgie Feraal et un consortium d'opérateurs chinois MCC-CWE-Heyday Solar en présence du ministre du secteur et de l'ambassadeur de la République populaire de Chine. Une avancée prometteuse pour ce projet reporté depuis des années mais qui doit être lancé sur le terrain dans une échéance de trois mois.



Cette fois sera la bonne selon les parties qui ont présenté le projet avec moult détails sur sa conception. L'exploitation de l'immense gisement parmi les plus importants de la planète bénéficiera d'une technologie de pointe qui doit intégrer l'énergie solaire au niveau de la mine en plus de camions électriques à batteries au lithium pour acheminer le minerai de fer vers le nord du pays dans les aciéries ou vers les ports dans la perspective de son exportation. L'exploitation se fera donc en réduisant le coût de production en plus d'un transfert technologique intéressant qui sera réédité au niveau d'autres sites miniers à l'avenir.

Réduction de 30 % en ce qui concerne l'électricité sur le site d'exploitation et près de 50 % pour le transport par rapport aux camions consommant du gas-oil selon la présentation du partenaire chinois. Mohamed Arkab, le ministre de l'Energie et des Mines qui a eu à étudier dans les détails le projet avec son équipe d'experts pendant cette période de séparation des deux départements lorsque le Président de la République lui a confié le secteur des mines, a affirmé sa satisfaction en insistant sur les délais pour la concrétisation de ce partenariat. « Dans les trois mois à partir de ce jour, les travaux commenceront pour un début d'exploitation d'ici 24 mois. » Le ministre expliquant aussi qu'un complexe sidérurgique sera aussi implanté afin de transformer le minerai sur place, pour renforcer les aciéries de Bellara et d'El Hadjar et de Bethioua dans le prolongement industriel.

DES RECETTES EN DEVICES

Ainsi la première phase consistera à exploiter environ 1,7 milliard de tonnes sur un potentiel de près de 4 milliards de tonnes sans compter les ressources d'un autre gisement situé dans la région de Mecheri Abdelaziz. Mohamed Arkab, en ingénieur de terrain, précise que même la question problématique de teneur en phosphore a été traitée et que ce minerai pourra être combiné dans le cadre prévu de l'exploitation pour un meilleur rendement. Un projet qui devrait coûter entre 10 et 15 millions de dollars selon les chiffres rendus publics depuis l'année 2013 et engendrer des recettes en devises importantes estimées à plusieurs millions de dollars annuellement. « En plus d'économiser en amont puisque sur les 10 millions de tonnes de besoins nationaux actuellement seuls 3 millions de tonnes sont produites à l'échelle locale. » fait remarquer le ministre.

DES EMPLOIS À LA CLEF

La signature du mémorandum d'entente s'est donc déroulée en présence de l'ambassadeur chinois et des représentants des entreprises du consortium chinois ainsi que tous les acteurs algériens engagés tels que l'entreprise nationale FeraalE, l'Agence nationale algérienne des minerais (Anam), le représentant du ministère algérien des Affaires étrangères chargé de l'Asie et de l'Océanie et d'autres cadres du ministère de l'Energie et des Mines. Un moment qui marquera probablement un tournant dans la diversification de l'économie alors que le ministre Mohamed Arkab a annoncé la création de plus de 3 000 postes d'emploi dès la première phase du projet, en attendant les nombreux dividendes directs et indirects dans le secteur. Il s'agit donc d'un grand projet fer de lance de l'après-pétrole.

Nordine Mzala

GESTION DES RISQUES MAJEURS EN ALGÉRIE Les vérités amères de Chelghoum

Alors que le débat sur les risques majeurs occupe une place prépondérante et la question interpelle au plus haut niveau, Abdelkrim Chelghoum dit tout ce que le discours officiel omet et remet les pendules à l'heure, pointant les failles sur un sujet qui semble avoir longtemps été relégué. Qualifiant les risques majeurs de la question qui relève de la sécurité nationale en termes de vision, de stratégie et de politique, le président du Club algériens des risques majeurs, a regretté que la loi y afférente soit restée lettre morte depuis 2004. « Depuis sa promulgation en 2004, la loi n° 04-20, relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable, est restée malheureusement figée », a déclaré, hier, le professeur Chelghoum, sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio nationale. Directeur de recherche en génie parasismique et numérique à l'université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB), l'invité de la Radio, ne cache pas sa déception. Cette loi votée par les deux chambres du Parlement, n'a, à ce jour, jamais été suivie de textes réglementaires. Elle est restée « lettre morte », dit-



il, « ce qui est dommage, puisque nous avons pratiquement subi, depuis le séisme de Boumerdès en 2003, les effets des catastrophes qui se sont succédé en cascades jusqu'à ce jour ».

Pour Abdelkrim Chelghoum, la loi n° 04-20, relative à la prévention des risques

majeurs et à la gestion des catastrophes, revêt un caractère « important » et est « complète ». Cependant, certaines de ses dispositions devraient, selon lui, subir une actualisation. « Cette loi est très bonne, mais elle a juste besoin d'être actualisée en fonction de l'état des lieux et du retour d'expérience », a-t-il affirmé, soulignant la nécessité de réviser le statut de la Délégation des risques majeurs. C'est par là qu'il faut commencer, a-t-il déclaré. Cette délégation « s'est malheureusement montrée en 2006 en simple Direction générale au ministre de l'Intérieur », alors qu'elle était au début sous l'autorité du Premier Ministre. « Il fallait, ensuite, attendre sept ans, soit jusqu'en 2011, pour que soit installé le premier délégué qui est reparti en 2019 », enchaîne l'orateur, avant d'admettre clairement qu'« il n'y a pas eu le moindre progrès ». Toujours concernant cette délégation, le Pr Chelghoum dit avoir demandé dans des « recommandations », de la renforcer par des ressources humaines ainsi que sur le plan matériel, notamment au volet budget, car dans les conditions actuelles, précise-t-il, elle ne peut rien faire. « La délégation est une boîte vide »,

a-t-il jugé. « Il faut travailler dans ce sens », insiste-t-il, afin que la délégation puisse assurer convenablement son rôle de veille et de contrôle au profit du ministère de l'Intérieur, tutelle de la gestion des risques majeurs et de l'aménagement du territoire.

Autre recommandation, le président du Club des risques majeurs souhaite la création d'un Observatoire national de veille et de gestion de crise. Un observatoire qui soit « au-dessus » de tous les organismes et autres institutions pour qu'« il puisse travailler d'une manière transversale et verticale ». Cependant, le Pr Chelghoum propose que cet observatoire « dépende de l'autorité du président de la République ». Enfin et dans ce qui ressemble à un véritable SOS, Abdelkrim Chelghoum, a appelé au changement en profondeur des méthodes, en allant vers l'anticipation. « Dans ce pays on gère la catastrophe, alors qu'il faut plutôt gérer le risque. Et gérer le risque, c'est anticiper », a-t-il insisté, plaidant pour « la révision, en urgence, de la carte sismique », car « il y va de l'avenir de cette nation et des ses populations ».

Aïssa. M

CRÉSUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com

cresusdz@gamil.com
Fax : 021 65 77 85

REDACTEUR EN CHEF
SAID MEKLA

Rédaction/Administration
MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1er MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz

Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger

Tirage :
4000 exemplaires

Publicité :
ANEP 01, rue pasteur, Alger

Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43

Fax. : 021 73 95 59

IL A ABORDÉ PLUSIEURS DOSSIERS AVEC SES HOMOLOGUES LORS DE SA VISITE EN ESPAGNE

Boukadoum réitère les principes de la diplomatie algérienne

Deux jours pleins pour Sabri Boukadoum, en visite intense depuis lundi en Espagne, qui caracole en tête des pays clients de l'Algérie, avec plus de 15 milliards de dollars de volume d'échange.

Cette visite, la première du ministre algérien en Espagne depuis sa nomination, témoigne de «l'intensité des contacts bilatéraux de haut niveau», dicit Arancha González Laya, la ministre des Affaires étrangères, de l'UE et de la Coopération espagnole. Arancha González Laya rappellera, à ce propos, la visite de Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol en Algérie les 7 et 8 octobre derniers. «L'Espagne est le pays européen qui a organisé le plus de réunions de haut niveau avec l'Algérie», indiquait hier le département de Arancha González Laya. A Madrid, le planning du «surbooké» ministre Boukadoum ne souffrait pas de blanc. Il a été reçu par le roi Felipe VI, par le président du gouvernement, par la présidente de la Chambre basse du Parlement, Meritxell Batet Lamaña, et par le quatrième vice-président du gouvernement et ministre de la transition écologique et du défi démographique, Teresa Ribera, avant de donner conférence à la «Maison arabe», la Casa Árabe. Dégouiller le «désaccord» sur la délimitation des frontières maritimes entre les deux pays, notamment sur les eaux entourant l'île de la Cabrera (sud de Majorque), émigration et politique de voisinage, Union pour la Méditerranée, dialogue 5+5 (dont l'Espagne assure la présidence tournante), Libye, Sahel, phénomène migratoire, ter-



rorisme, investissements espagnols, le plan de charge de la visite du MAE Boukadoum n'avait rien d'une sinécure. Ces rencontres ont permis, selon la MAE espagnole, de «faire le point» sur les relations bilatérales et «d'identifier de nouveaux axes potentiels pour leur développement» en vue de la prochaine réunion de haut niveau qui se tiendra en Espagne «lorsque les circonstances sanitaires le permettront».

OUVERTURE DE CANAUX «RÉGULIERS» D'IMMIGRATION LÉGALE

Dans le registre de la circulation des personnes, EFE, l'agence de presse espa-

gnole annonçait hier, un accord en gestation entre l'Espagne et l'Algérie qui ont «convenu d'œuvrer à l'ouverture de canaux réguliers» et ordonnés d'immigration légale vers l'Espagne » au profit des «hommes d'affaires, précise la dépêche EFE, des étudiants et les travailleurs». Les deux pays s'engageront, par ailleurs, «à freiner conjointement l'arrivée d'immigrants illégaux, en particulier en provenance des pays du Sahel». «La ministre des Affaires étrangères, de l'UE et de la Coopération, Arancha González Laya, en a convenu lors d'une réunion tenue lundi avec son homologue algérien, Sabri Boukadoum, coïncidant avec le jour où le gouvernement a présenté son plan

pour parvenir à un nouveau partenariat stratégique avec l'Afrique et devenir le leader de l'action de l'UE avec ce continent». Mardi, Boukadoum s'est rendu à la Casa Árabe, institution publique créée en 2006 sur le modèle de l'Institut (français) du Monde Arabe. Il y donnera une conférence très suivie sur les «grands principes» de la politique étrangère algérienne et les relations avec l'Espagne, et à laquelle prendront part des membres du Parlement, la communauté universitaire et des hommes d'affaires, qui poseront nombre de questions au MAE algérien. Selon le compte rendu fait par Casa Árabe (voir site web), Boukadoum a abordé, en plus de la question de l'instabilité au Sahel qu'il convient, selon lui d'aborder sous le prisme de développement pour «freiner le crime organisé et la migration illégale», les élections de juin 2021 permettront une «configuration parlementaire dans laquelle le mouvement Hirak sera représenté». Boukadoum évoquera également le climat des affaires et «l'ouverture du pays aux investissements espagnols» dans des secteurs tels que l'exploitation minière, les énergies renouvelables, le tourisme, le BTP, les infrastructures de transport et la «possibilité de rouvrir les aéroports une fois que 60 % de la population algérienne aura été vaccinée». En visite à Alger début mars dernier, Arancha González Laya s'est «félicité de la stabilité interne en Algérie» et de son «rôle important au niveau régional». González Laya ajoutait que l'Espagne considérait l'Algérie comme un «pays voisin et un partenaire stratégique indispensable avec lequel nous sommes unis depuis très longtemps à travers un partenariat précieux et ambitieux».

M. Aziri

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE S'ENTRETIENT AVEC SON HOMOLOGUE NIGÉRIEN

Les «questions d'intérêt commun» au menu

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a eu, hier mardi, un entretien téléphonique avec le président de la République du Niger, M. Mohamed Bazoum, au cours duquel ils ont évoqué le niveau «exceptionnel» des relations qui lient les deux pays et les moyens de les promouvoir, selon un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a eu un entretien téléphonique avec son frère le président de la République du Niger, M. Mohamed Bazoum», indique le communiqué. Lors de l'entretien, les deux présidents «se sont félicités du niveau exceptionnel des relations qui lient l'Algérie et le Niger, examiner les moyens de les promouvoir et échanger les vues sur les principales questions d'intérêt commun», précise la même source. A cette occasion, le président de la République a réitéré «ses vœux au Président Mohamed Bazoum pour la confiance placée en lui par le peuple du Niger frère», conclut le document.

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a déclaré à Madrid que les opérations militaires ne suffisaient pas pour lutter contre le terrorisme au Sahel, car elles ne s'attaquent pas aux causes profondes du phénomène, celles liées notamment aux problèmes de développement. Dans un entretien au journal espagnol «Elpais», paru hier, M. Boukadoum a déclaré que «le terrorisme est un phénomène transnational. C'est pourquoi seule la coopération internationale fonctionne. Le Sahel est vital pour tous, y compris pour les Espagnols». Le chef de la diplomatie algérienne a considéré que «les groupes terroristes quelle que soit leur appellation, Daech, Boko Haram, sont tous pareils. Il y a, selon lui, «une régénération continue du phénomène». Par conséquent, s'il «faut travailler avec des moyens militaires», il est nécessaire aussi de «comprendre ce qui se passe», a-t-il suggéré, soulignant, à ce titre, l'importance de «traiter sérieusement les problèmes de développement». Car, de son avis, les actions militaires «ne sont pas suffisantes» pour enrayer les activités des groupes terroristes. Pour étayer ses propos, il a cité, l'opération militaire française Barkhane au Sahel dans le cadre de laquelle Paris a déployé 5 100 soldats, et la mission de l'ONU au Mali (Minusma) composée de plus de 15 000 militaires. «Rien de tout cela n'est suffisant», a jugé le ministre, car, a-t-il dit, «celles-ci ne s'attaquent pas à la cause profonde du terrorisme».

LUTTE CONTRE LE TERRORISME AU SAHEL

«L'approche militaire ne suffit pas»

QUESTION SAHRAOUIE : «L'ESPAGNE NE PEUT S'EXONÉRER DE SA RESPONSABILITÉ»

Sur la question sahraouie, M. Boukadoum a déclaré qu'«il n'est pas aisé» de gérer la situation sur le terrain au Sahara occidental après la rupture par le Maroc du cessez-le-feu, indiquant que «l'Espagne ne pouvait se cacher indéfiniment derrière les Nations unies». Pour lui, l'Espagne doit intervenir. «Je sais que c'est compliqué, mais nous ne pouvons laisser les choses telles quelles 40 ans encore», a-t-il soutenu. Invité à commenter la position de l'Espagne sur la question sahraouie, le ministre a répondu : «Je n'ai pas de leçons à donner. L'Espagne ne peut s'exonérer de sa responsabilité historique (...) Il faut que sa position soit plus claire», a-t-il insisté. «Il y a des combats et des morts. C'est dramatique car tous les Sahraouis ont de fortes racines en Espagne, je n'ai rencontré personne qui n'ait pas de connexion, y compris les jeunes. Tous parlent espagnol. C'est une question que nous devons aborder plus sérieusement. On prend une résolution, puis une autre... qui ne mène à rien, seulement au blocage et on sait déjà qui bloque. Certains pays passent leur temps à insulter», a-t-il dénoncé.

L'ALGÉRIE, UN PAYS DE DESTINATION POUR LES MIGRANTS

Le ministre a évoqué dans le même entretien, la grande pression que subit l'Al-

gérie en raison de l'immigration clandestine. «En Espagne, en Italie, en France ou en Grèce, ils se plaignent des migrations massives, mais c'est nous qui les recevons avant qu'elles n'atteignent l'Europe. «Les Européens se plaignent, mais devons-nous agir comme des policiers pour l'Europe? Vous voulez une protection, mais qui nous protège?», s'est-il interrogé. «Un jour, nous dirons: Laissez-les sortir, comme certains le font.

Mais non (nous ne le faisons pas) nous travaillons avec l'Espagne, la France, l'Allemagne, le Portugal...», a assuré le ministre, révélant que «l'année dernière à un moment donné, l'Algérie a reçu plus d'un milliard d'arrivées par jour». Concernant le rapatriement des migrants vers leur pays, le ministre a affirmé que ce sont des retours volontaires organisés en collaboration avec leurs pays d'origine et l'Organisation internationale pour les migrations». A ce titre, le ministre a indiqué que l'Algérie voudrait travailler avec l'UE, le Mali ou le Niger. «Cette migration doit être stoppée dans les pays d'origine. La création d'emplois les aidera à ne pas vouloir partir», a considéré M. Boukadoum. «Ce sera moins cher que, par exemple, mettre des navires en Méditerranée. La Minusma coûte des milliards par an. Des écoles et des centres de santé doivent être construits. Cela coûte moins cher et permet aux gens de rester là où ils sont», a conclu Boukadoum.

R.N/APS

APRÈS AVOIR SAISI LA JUSTICE FRANÇAISE

Les 26 passagers algériens déboutés

Les vingt-six ressortissants algériens coincés dans une salle d'embarquement de l'aéroport Roissy Charles-de-Gaulle à Paris ont été déboutés lundi dernier par le tribunal de Paris.

La semaine passée, les avocats des passagers, Mes Karima Hadj Said et Alexandre André, ont saisi le tribunal judiciaire de Paris en référé pour enjoindre à la compagnie Air Algérie de les acheminer jusqu'à destination, à Alger. Cette requête a été rejetée, le tribunal considérant entre autres que «le refus d'embarquer opposé par la compagnie aérienne résultait de la décision des autorités étatiques algériennes de fermer les frontières». A l'origine, ces passagers en provenance de Londres, ville où ils résident de façon temporaire ou permanente, devaient seulement faire escale à Paris. Les 26 passagers, parmi lesquels se trouvent des familles avec de jeunes enfants et une personne âgée de 75 ans, avaient décollé de l'aéroport de Londres-Heathrow le 26 février dernier, avec Alger pour destination finale, en passant par Paris. Depuis plus d'un mois, les 25 ressortissants algériens dorment sur des banquettes ou à même le sol, mangent froid matin, midi et soir » et boivent « de l'eau dans des fontaines ». Parmi ces passagers, on compte notamment deux fillettes, une dame âgée et plusieurs personnes malades ou nécessitant des soins. C'est au moment d'embarquer assuré par Air Algérie, que la compagnie aérienne leur refuse l'accès à l'avion. En cause : la détection en Algérie, le 25 février, de cas



du variant anglais du Covid-19. «Les personnes concernées (...) ont été saisies individuellement par l'agence d'Air Algérie à Londres, les informant de l'annula-

tion de leur billet d'avion Paris-Alger», plaidera l'ambassade d'Algérie à Paris, le 18 mars, dans un communiqué. Le 28 février, les pouvoirs publics algériens

actent la fermeture totale des frontières jusqu'à nouvel ordre, y compris pour les vols de rapatriement.

M. T.

UNE PLAINTÉ DÉPOSÉE
CONTRE LUI POUR
ATTEINTE AUX PRÉCEPTES
DE L'ISLAM

Saïd Djabelkhir devant le juge le 1er avril



L'universitaire sera jugé jeudi 1er avril pour «atteinte aux préceptes de l'islam et aux rites musulmans». Connu pour ses fatwas jugées controversées par les islamistes, Saïd Djabelkhir devrait être entendu par le tribunal de Sidi M'hamed. La plainte contre l'islamologue a été déposée par un groupe de citoyens, à leur tête Abderrazak Boudjra, universitaire à Sidi Bel-Abbès. Le but de ces plaignants est de traîner l'islamologue dans les couloirs de la justice pour avoir exprimé son opinion sur certains sujets de l'islam. L'annonce du dépôt de l'affaire devant la justice ainsi que la date du procès a été faite par le Dr Boudjra via une publication sur sa page Facebook, dans laquelle il a lancé un appel aux détracteurs de Saïd Djabelkhir pour soutenir l'affaire sur les réseaux sociaux. Saïd Djabelkhir s'est dit perplexe face à cette plainte qui, selon lui, ne devrait pas être annoncée de cette façon. En effet, l'islamologue a qualifié les appels du Dr Boudjra de très graves. «Lorsqu'on porte une affaire devant un tribunal, on laisse la justice faire son travail», a-t-il dit. À noter que Saïd Djabelkhir a été menacé de mort à plusieurs reprises. Depuis quelques années, il fait face à une campagne de dénigrement sur les réseaux sociaux.

ALORS QUE 13 379 ONT ÉTÉ INFECTÉS PAR LE COVID-19

186 travailleurs de la santé ont perdu la vie

Cent quatre vingt-six travailleurs du secteur de la santé ont perdu la vie à cause de la pandémie du Covid-19 alors que 13 379 autres ont été infectés, a indiqué hier le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid lors d'une conférence tenue à la Faculté de médecine d'Alger. Le ministre a également indiqué que le Covid-19 a causé la mort de 3 000 Algériens. Concernant les quantités de vaccin attendues par l'Algérie, le ministre a expliqué que «l'Algérie accepte tous les vaccins contre le Covid-19 et dispose actuellement, outre Sputnik, des vaccins du groupe pharmaceutique britannique AstraZeneca et du

chinois Sinopharm. Nous sommes en attente de la réception des vaccins d'entreprises pharmaceutiques américaines Pfizer et Johnson and Johnson et un autre vaccin chinois», a-t-il ajouté, soulignant que «des contrats ont été signés avec tous ces laboratoires». Par ailleurs, le ministre a indiqué que «le secteur a choisi la prudence» en lançant le processus de vaccination de façon «progressive» pour éviter une rupture du vaccin. Le ministre de la Santé s'est réjoui de la diminution du nombre de cas infectés par le Covid-19, évoquant, à cette occasion, une «immunité collective de la population». À ce

propos, le responsable de l'Agence nationale pour la sécurité sanitaire, le professeur Kamel Sanhadji, a expliqué «qu'il était possible de s'appuyer sur l'immunité collective, de sorte que les personnes infectées par le virus Covid-19 ne soient vaccinées qu'une seule fois». Sanhadji a révélé que les discussions pour la fabrication du vaccin en Algérie sont dans un état «avancé» et que toutes les conditions «sont réunies pour adapter les laboratoires algériens dans la fabrication du vaccin et qui pourra avoir lieu au deuxième semestre de cette année».

R. N.

IMMOBILIER RÉCUPÉRÉ EN FRANCE

Un dossier remis au président Tebboune

Châteaux, bâtisses et autres grands domaines. Quarante-six biens immobiliers ont été récupérés par les services de l'ambassade d'Algérie en France, et sont désormais propriétés de l'Etat algérien, a indiqué Mohamed-Antar Daoud, l'ambassadeur dans un entretien paru hier dans le quotidien l'Expression. L'ambassadeur d'Algérie en France annonce qu'un «dossier sur la situation des biens immobiliers de l'Algérie en France a été remis il y a quelques

jours au Président de la République, Abdelmadjid Tebboune». Cette opération a permis la récupération de 46 biens immobiliers parmi lesquels des châteaux, des bâtisses et grands domaines. L'ambassadeur affirme que cet important patrimoine «doit faire l'objet d'une prise en charge efficiente. Certains biens doivent être vendus», en raison de leur état de vétusté. D'autres biens immobiliers, en revanche, peuvent constituer des investisse-

ments potentiels. La deuxième option consiste en la réhabilitation, le réaménagement et la rénovation de certaines constructions, en vue d'un investissement par location ou d'une réaffectation pour utilité ou intérêt national» indique l'ambassadeur. Autre possibilité selon Mohamed-Antar Daoud, «mettre à disposition, certains de ces biens, à des associations de la communauté nationale établie en France, qui activent en direction de notre pays».

LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE PRÈS LE TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED RÈVÈLE

Le trésor caché de l'ex conseiller du DG de l'OAIC

Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, Kara Chaker, a animé hier une conférence de presse pour faire des révélations dans une nouvelle affaire de corruption impliquant l'ancien inspecteur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), Hassaine Abderrahmane. Ce dernier est arrêté depuis une semaine. Selon les résultats des enquêtes, cet ancien conseiller auprès de la Direction de l'OAIC aurait transféré 1,9 million d'euros dans une banque au Luxembourg. Il

possède en plus un local de 513 m2, une villa et un appartement à Alger ainsi que trois comptes bancaires à l'étranger avec un solde de 5 milliards de centimes. Cette nouvelle affaire vient s'ajouter aux précédentes qui ont secoué cette institution commerciale, une des faces de la corruption, qui brassait annuellement des millions de dollars dans l'importation du blé. Le fonctionnaire a été mis en détention provisoire par le juge d'instruction de la cour de Sidi M'hamed le 18 mars courant, est accusé d'espionnage éco-

nomique, atteinte à l'économie nationale et d'avoir bénéficié de privilèges dans l'octroi de marchés publics. Ce dernier était, par ailleurs, l'un des fonctionnaires directs chargés de l'importation de blé. Par ailleurs, cette opération intervient quelques jours après que 8 personnes eurent été provisoirement incarcérées à Guelma, parmi elles figurent l'ancien DG de l'OAIC, toujours dans le cadre des affaires de corruption liées au détournement de blé tendre et dur.

EN RAISON DE LA PROPAGATION INQUIÉTANTE DU COVID-19

Le Maroc suspend ses vols avec l'Algérie jusqu'au 10 avril



Le royaume du Maroc resserre ses frontières en mettant en suspens les vols de et vers l'Algérie ainsi que 36 pays supplémentaires. Le Maroc a décidé de couper ses liaisons aériennes (vols), en provenance et à destination de 37 pays, y compris l'Algérie, jusqu'au 10 avril prochain. Cette décision s'inscrit dans le cadre des restrictions imposées par le pays pour limiter la propagation du Covid-19. C'est l'Office national marocain des aéroports qui a révélé la nouvelle. Cette mesure intervient dans le but d'enrayer la propagation du Covid-19 et ses nouveaux variants. Selon la même source, les passagers voyageant de ces pays, via un autre pays sont également concernés. Cette restriction est de vigueur, comme déjà évoqué, jusqu'au 10 avril prochain. Toutefois, le gouvernement marocain est susceptible de prolonger l'état d'urgence.

CENTRE CULTUREL ALGÉRIEN DE PARIS

Tebboune met fin aux fonctions du directeur



Le Directeur du Centre culturel algérien à Paris (CCA), Benaouda Ibrahim Haci, a été démis de ses fonctions par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en date du 4 mars 2021, selon un décret publié dans le Journal officiel (JO). «Par décret présidentiel du 20 Rajab 1442 correspondant au 4 mars 2021, il est mis fin, à compter du 15 octobre 2019, aux fonctions de Directeur du Centre culturel algérien à Paris, exercées par M. Benaouda Ibrahim Haci», indique le JO n°22 du 25 mars 2021. Le désormais ex-directeur du CCA de Paris a, auparavant, occupé la fonction d'ambassadeur au Liban (2004). A noter que les activités du CCA sont actuellement suspendues pour cause de pandémie. «Le Centre culturel algérien (CCA) à Paris ne peut pas accueillir, pour l'instant, artistes et public. Au CCA, nous repensons nos moyens d'action et d'interaction pour continuer à encourager et à promouvoir la production artistique et à maintenir le lien entre les artistes et le public en mettant à la disposition des artistes des moyens alternatifs pour partager et diffuser leurs œuvres. C'est ainsi que nous vous proposons une sélection d'activités culturelles virtuelles à suivre de chez vous, en attendant d'avoir le plaisir de vous accueillir de nouveau dans nos murs» est-il indiqué sur le site de l'organisme culturel.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR TOURISTIQUE 2 580 projets approuvés

L'Algérie compte 225 zones d'expansion touristique (ZET) d'une superficie dépassant 56 000 hectares dans différentes wilayas du pays et qui peuvent être affectées à la réalisation de projets, en vue de remédier aux insuffisances relevées en matière d'hébergement et pouvoir concrétiser le développement durable hors hydrocarbures.



Ala traîne depuis plus de trois décennies, malgré les énormes potentialités qu'il recèle, le secteur du tourisme connaît ces derniers temps un certain regain à la faveur de la nouvelle feuille de route que les autorités ont décidé de mettre en œuvre pour sortir de la dépendance des hydrocarbures. Le DG du tourisme au ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Moussa Benthamer, a révélé lors d'une rencontre organisée récemment avec les directeurs de tourisme de wilaya, que «le foncier touristique en Algérie est riche de 225 ZET, dont 166 implantées dans les régions côtières, 36 dans les régions montagneuses et 23 dans les régions sahariennes». Le même responsable a affirmé que le secteur «tend à créer au moins une ZET dans chaque wilaya du pays», d'autant que certaines wilayas «manquent toujours de telles zones» qui lui permettent de réaliser des structures et établissements touristiques et hôteliers dans lesquels les spécificités de chaque région sont prises en compte. L'exploitation de ces sites repose essentiellement sur «la mise à la disposition de plans et d'importants moyens financiers, en vue de la réalisation des projets d'aménagement qui nécessitent d'associer, à l'avenir, les investisseurs». Il a fait savoir que pendant la

semaine écoulée, «un dossier sur ce point a été envoyé au Secrétariat général du gouvernement, en vue d'inscrire l'approbation pour 27 nouvelles ZET», ajoutant que «196 ZET parmi 225 ont bénéficié, à ce jour, d'opérations d'élaboration de plans, dont 39 plans sont en cours de validation au niveau des wilayas et 64 autres en cours d'élaboration». Le DG a fait état de «l'octroi des droits de concession aux investisseurs, en vue de la réalisation de leurs projets dans 365 terrains en dehors des ZET et de 58 autres dans ces sites dans 24 wilayas du pays».

DES PROJETS THERMAUX POUR COMBLER LES LACUNES

Evoquant l'investissement touristique, le responsable a rappelé que jusqu'à fin 2020, la Commission sectorielle des projets a approuvé 2 580 projets touristiques à même de créer 325 000 lits et plus de 170 000 emplois permanents, précisant que «les travaux de réalisation de 87 d'entre eux ont été achevés, 800 autres projets touristiques sont en cours de réalisation et 308 autres sont à l'arrêt pour des raisons techniques liées essentiellement aux permis de construire et au financement». Et d'ajouter que

«1 229 projets touristiques n'ont pas encore démarré faute de financement par

les banques», soulignant que «tous les projets en cours respectent les spécificités des régions concernées». A ce jour, «des conventions ont été signées avec 12 établissements bancaires publics, dont la majorité a donné son aval pour le financement de 455 projets touristiques pour une valeur de 138 milliards de dinars», a-t-il fait savoir, précisant que le pays comptait jusqu'à fin 2020, 1 500 hôtels d'une capacité totale de 127 000 lits. Le même responsable a rappelé que le secteur avait jusqu'à ce jour accordé 92 concessions aux investisseurs pour l'exploitation des sites thermaux, ajoutant que le même secteur comptait 29 établissements thermaux, dont huit relevant du secteur public, certaines communes ayant 34 hammams traditionnels qui nécessitent une réhabilitation et une modernisation en adéquation avec les normes en vigueur. Benthamer a également mis en exergue la vocation des citoyens pour ce genre de loisirs, en quête de confort, sachant que les établissements thermaux connaissent une affluence de «plus de trois millions et 500 000 personnes par an», relevant que le nombre de projets thermaux, en cours de réalisation, s'élève à 30 projets, lesquels sont à même de fournir 3 800 lits et de créer 2 150 postes d'emploi permanents.

R. N/APS

LE BOYCOTT DU POULET PORTE SES FRUITS Baisse sensible du prix

Le ministre de l'Agriculture, Abdelhamid Hamdani, a évoqué hier la baisse des prix du poulet après une hausse vertigineuse atteignant parfois les 500 DA le kilogramme. Le ministre a indiqué que ses services ont constaté une baisse des produits agricoles et de la viande depuis une semaine. Pour ce qui est du prix du poulet, il a souligné que la baisse des prix a été constatée au niveau de plusieurs marchés nationaux. Selon lui, cette baisse revient essentiellement aux efforts conjugués par les services des ministères de l'Agriculture et du Commerce. Le ministre a ensuite tenu à rassurer les consommateurs sur la disponibilité des produits grâce aux mesures prises par la tutelle, écartant toute pénurie. Après la hausse vertigineuse des prix du poulet, qui ont atteint à un moment le seuil de 500 DA le kilogramme, une légère baisse a été constatée au niveau de plusieurs wilayas du pays. L'annonce a été faite par le président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (Apoce), Mustapha Zebdi. Le président de l'organisation a indiqué que cette baisse a atteint 50 DA le kilogramme. Selon lui, cela est une conséquence directe de la campagne de boycott de cette matière lancée il y a quelques jours par les citoyens. Aussi, l'intervenant s'attend à une baisse assez conséquente durant les jours à venir, notamment si l'on prend en considération les grandes quantités de poulet qui devront être prêtes d'ici là. S'agissant de la décision de l'autorisation de l'importation des viandes fraîches et surgelées, Zebdi a estimé que



c'est une décision à saluer d'autant qu'elle «permettra de fournir ce produit pour le mois de ramadhan. Cela impactera positivement les prix des viandes rouges et blanches» assure-t-il.

M.T.

CRÉANCES IMPAYÉES DE SONELGAZ

Le gouvernement «sensibilisé»

Les créances impayées par les clients de Sonelgaz constituent un véritable frein pour le développement du groupe, à tel point que le dossier est suivi de près par le gouvernement. Evoquant l'épineux problème de recouvrement des créances, estimées à 148 milliards de dinars, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a assuré que le gouvernement était sensibilisé à ce sujet et que des solutions seront recherchées pour y remédier.

Novembre dernier, le Directeur général des travaux et des services à la Sonelgaz, Tahar Djouambi, a révélé que depuis le début de la crise sanitaire, les créances impayées ont atteint les 180 milliards de dinars. Il a estimé que dans le cas où «cette situation dure dans le temps, ce montant peut causer un sérieux déséquilibre sur la balance de l'entreprise. «Il est indispensable d'essayer de récupérer une bonne partie de ces créances le plus vite possible», a-t-il suggéré. Parmi les actions que l'entreprise a entamées pour surmonter cette difficulté, il a mis en avant la reprise d'activité de recouvrement après plusieurs mois d'arrêt et de non-coupages, à cause de la situation sanitaire que traverse le pays. Un plan a été mis en place par l'entreprise pour récupérer les créances, a-t-il dit, notamment auprès des industriels et des établissements publics. «On a commencé par les administrations. C'est une question de temps, le paiement prendra quelques jours, mais ça va se régler», a-t-il ajouté. Intervenant lors du lancement de la stratégie de Sonelgaz à l'horizon 2035, à l'occasion du regroupement des directeurs des sociétés métiers du Groupe, le ministre est revenu sur l'importance de la modernisation et de l'innovation que le groupe Sonelgaz inscrit dans son programme, expliquant que «l'Algérie se trouve aujourd'hui confrontée à un choix dans sa transition économique et énergétique. Nous devons faire face à une demande croissante en énergie, tout en assurant l'avenir des générations futures en matière d'approvi-



sionnement énergétique». Sur le même sujet, Arkab a mis en exergue l'importance d'une bonne gestion du capital humain, dans les activités de Sonelgaz, déclinant plusieurs axes d'action, en l'occurrence, un suivi rigoureux de la gestion des carrières des effectifs, une intensification et généralisation des actions de formation dans les domaines de compétences, un encadrement et un transfert de savoir-faire, pour

préparer un vivier de relève et une meilleure qualité du management qui permettra une mobilisation efficace des équipes. Pour sa part, le P-DG de Sonelgaz, Chahar Boulakhras, a présenté un bilan de l'exercice 2020, faisant état de raccordement de 33 000 foyers en zones d'ombre, d'investissement pour la mise en service de 3 700 MW pour 2021. S'exprimant en marge de la rencontre, Boulakhras est revenu sur la mise

en place d'un plan spécifique pour la période du mois de ramadhan et de la période estivale, pendant lesquelles les équipes de Sonelgaz seront mobilisées pour éviter les désagréments des coupures en électricité. A ce sujet, le premier responsable du groupe a précisé qu'«il est impossible d'avoir zéro coupure», tout en promettant «une nette amélioration par rapport aux années précédentes».

Hafid Mesbah

EXPORTATION DES PRODUITS AGRICOLES VERS LE SAHEL

L'Algérie veut promouvoir le troc

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani, a souligné, hier à partir de Tamanrasset, que son département veillait à relancer les échanges des produits agricoles à travers le commerce de troc et l'exportation au niveau des régions frontalières et à renforcer les relations commerciales avec les pays du Sahel africain. Présidant l'ouverture de la rencontre nationale sur l'exportation des produits agricoles et le commerce de troc avec les pays du Sahel africain, le ministre a souligné l'importance de cet espace de débat dans la présentation des propositions et visions pour le renforcement du rôle des entreprises ainsi que la création et la dynamisation de l'Office de développement de l'agriculture saharienne (Odas). L'Office constitue un moyen structurel efficace pour le développement des produits stratégiques agricoles et la promotion du portefeuille immobilier accordé par l'Etat à travers sa revalorisation, ajoute le ministre. Les régions sahariennes du pays constituent l'un des leviers de l'économie agricole et nationale, de par la production qu'elles offrent dans différentes filières, de nombreux espaces du Sud étant devenus des pôles agricoles par excellence avec une valeur de production de plus de 837 milliards de dinars, soit près de 24 % de la valeur de la production agricole globale (3 500 milliards de dinars), a indiqué Hamdani. A cet effet, les cadres incitatifs ont été lancés à travers la promotion des produits et des chaînes des valeurs, le développement des systèmes d'irrigation et la création des mécanismes de relance de la

dynamique de développement dans ces régions. Le secteur œuvre, entre autres, à élargir les réseaux des entreprises qui activent dans la transformation des produits alimentaires et la promotion de leurs activités, en veillant à les distribuer de manière à répondre aux besoins des producteurs, selon le ministre. Pour le ministre, ces mesures permettent d'assurer la complémentarité entre les filières agricoles et agroalimentaires, à travers l'encadrement de toutes les initiatives et la coordination entre les secteurs public et privé, dans l'objectif de mieux valoriser la production agricole et d'offrir des opportunités favorables à l'exportation. Cette rencontre est une occasion pour échanger sur les efforts supplémentaires à déployer dans ces domaines vitaux, notamment ceux liés aux échanges avec les pays voisins du Sahel, fondés généralement sur le système de troc, ajoute Hamdani. Hérité des ancêtres, ce système nécessite la garantie d'une compatibilité entre les besoins de la population en termes de fourniture de revenus économiques et de développement des conditions de vie et de stabilité, d'une part, et les exigences des cadres légaux et réglementaires dans le domaine des échanges commerciaux (notamment le troc) d'autre part. Ledit système exige également aux entreprises concernées de mettre en place des mécanismes à même de créer un climat propice à l'investissement, notamment celui qui est orienté vers la mise en place de plates-formes logistiques telles que les chambres froides et les infrastructures nécessaires pour faciliter ces

échanges commerciaux. «Le secteur prendra en ligne de compte les recommandations émises par les professionnels, ce qui permettra de rattraper les insuffisances dans le cadre de la coordination entre les secteurs concernés par les opérations d'exportation et le système de troc» a affirmé le ministre. Cela se traduira, précise-t-il, par le développement des mécanismes qui garantissent et soutiennent la création d'un climat favorable, en particulier dans les régions du Sud, voisines des pays africains, à travers des échanges commerciaux, dans le but de renforcer la sécurité alimentaire, fournir des revenus et assurer la stabilité pour les habitants de ces zones. Cette rencontre revêt une importance majeure pour le secteur, en particulier, et pour l'économie nationale, en général, au regard des retombées qu'elle aura sur le développement et la stabilité des pays du Sahel, a estimé le ministre. L'Etat, a-t-il dit, a établi les aspects juridiques et réglementaires régissant les exportations et les échanges dans le cadre du troc, qui revêt un caractère exceptionnel en ce qu'il facilitera l'approvisionnement des populations de certaines wilayas du Sud en produits pouvant être échangés selon la réglementation en vigueur. De plus, les moyens de transport et d'organisation des marchés nécessaires à l'opération ont fait l'objet d'un examen. La feuille de route du secteur 2020-2024 impose de soutenir l'investissement et d'améliorer les conditions d'accès à l'exportation, notamment pour certains produits agricoles bénéficiant d'avantages préférentiels, a souligné Hamdani.

R. E.

DANS LES 10 WILAYAS NOUVELLEMENT CRÉÉES

La CNEP-banque ouvre des agences

La CNEP-Banque a annoncé hier sa décision d'ouvrir de nouvelles agences dans les chefs-lieux des 10 nouvelles wilayas, situées au sud du pays, qui distribueront l'ensemble de la gamme des produits classiques de la banque et seront aussi dotées de fenêtres de la finance islamique, a indiqué l'établissement dans un communiqué. Se disant

soucieuse de se rapprocher de ses clients, la CNEP-Banque, a annoncé «la décision de sa Direction générale d'ouvrir de nouvelles agences dans les chefs-lieux des 10 nouvelles wilayas d'Algérie», précise la même source. Il s'agit des wilayas de Timimoune, Bordj Badji Mokhtar, Béni Abbès, Ouled Djellal, In Salah, In Guezzam, Touggourt, Djanet, El

M'Ghair, et El Menia. «Ces agences qui distribueront l'ensemble de la gamme des produits classiques de la banque, seront aussi dotées de fenêtres de la finance islamique pour commercialiser ses nouveaux produits», a fait savoir la CNEP-Banque. Elles viendront ainsi enrichir le réseau de cette banque qui compte 219 agences.

R. E.

NGUYEN THANH VINH, AMBASSADEUR DU VIETNAM EN ALGÉRIE À CRÉSUS

« Notre pays est sur la voie du progrès »

Deuxième partie et fin

Entretien réalisé par S. Chaoui

Crésus : Le Vietnam se positionne au 42e rang dans le classement 2020 de l'Indice mondial de l'innovation, quel a été l'apport de cette innovation lors de la pandémie de Coronavirus ?

Nguyen Thanh Vinh : L'innovation se reflète dans la lutte contre la Covid-19. Le Vietnam accorde une grande priorité à l'innovation. Ce processus a donné d'excellents résultats, apportant une contribution importante à la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Comme vous le savez, le Vietnam a très bien contrôlé l'épidémie, le nombre de cas est très faible par rapport aux autres pays du monde. Cela est dû à notre expérience dans la lutte contre l'épidémie de SARS en 2003. Nous avons réagi très rapidement par des mesures concrètes. En tant que producteur de textile, le Vietnam a répondu à la demande intérieure de masques, même à l'exportation. Grâce à l'innovation technologique, le Vietnam a produit des kits de tests de dépistage. Nous avons identifié et isolé les personnes ayant des contacts avec des cas positifs. Cette mesure a été appréciée par la communauté internationale. En outre, nous avons lancé une application de traçage pour contrôler l'épidémie. En ce qui concerne les vaccins, le Vietnam a produit quelques types de vaccin et l'un est à la troisième phase des tests. Il y a également un apport de l'innovation dans le développement économique dans le contexte de la Covid-19. Le Vietnam est l'une des économies à la croissance la plus élevée au cours des cinq dernières années, avec un taux annuel moyen de 6,8% en 2016-2019 et de près de 3,0% en 2020, alors que la majorité des pays du monde ont connu une croissance négative. Dans ce contexte actuel, je voudrais insister sur les efforts du Vietnam en matière d'intégration économique internationale pour attirer des ressources additionnelles pour le développement national. Le Vietnam, qui a réussi à maintenir le plus souvent ses usines ouvertes, a enregistré sa plus basse croissance en deux décennies en 2020, mais cette performance reste très solide face à une économie mondiale en pleine récession avec la crise du Coronavirus. Nous avons mené à bien notre double objectif : « contenir la pandémie (...) et développer l'économie », comme l'a déclaré Nguyen Phu Trong, secrétaire général du PCV et président de la République. Le Vietnam est également signataire de divers mécanismes de libre-échange, notamment l'accord de libre-échange Union européenne-Vietnam, signé en juillet dernier. Malgré les impacts négatifs de la Covid-19, le pays a encore réussi à s'en sortir, notamment grâce aux exportations (le riz, le café, les produits aquatiques, les produits textiles...). Le Vietnam a diversifié ses exportations. Il ne dépend pas d'un seul marché. Selon les douanes vietnamiennes, les exportations vers la Chine ont ainsi augmenté de 15% au cours des neuf premiers mois de 2020, et vers les États-Unis de 23 % atteignant 54,7 milliards de dollars.

Le Vietnam se classe à la 6e position des pays ayant la plus forte proportion de femmes entrepreneures. Quel est l'apport des femmes dans le développement du Vietnam ?

D'abord, je suis heureux du rôle croissant des Vietnamiennes. Dans notre pays, les femmes participent à toutes les activités de la société, occupent des postes importants et contribuent pour une part non



négligeable au développement et à la garantie de la sécurité du pays. Donc, la femme vietnamienne est aujourd'hui un moteur de l'économie.

Dans les villes, à Hanoï ou Saigon, vous observerez que le commerce de rue est quasi exclusivement féminin. Même dans les campagnes, les femmes redoublent d'imagination pour tirer des avantages de l'accroissement du tourisme. Ce sont très souvent elles qui accueillent les voyageurs dans leur maison, elles qui vont au contact des touristes pour vendre des produits de l'artisanat ou pour faire découvrir leur village.

La qualité des vietnamiennes, se reflète dans les révolutions. Connues en vietnamien sous le nom de Hai Bà Trưng, littéralement « les deux dames Trung », les deux sœurs Trung sont révérees au Vietnam en tant qu'instigatrices du premier mouvement de résistance antichinois et leur épopée reste gravée dans l'esprit et dans le cœur de tous les Vietnamiens. Pendant et après les deux conflits sanglants qui ont marqué le XXème siècle, la femme vietnamienne est devenue l'un des piliers indispensables pour l'économie du pays. En effet, durant la guerre, si les hommes sont au front, les femmes prennent charge des travaux de production.

Actuellement, le rôle des Vietnamiennes dans la société en général, dans le développement économique en particulier, est de plus en plus renforcé grâce aux politiques de l'Etat.

Il faut souligner les efforts du pays dans le renforcement des droits et du rôle des femmes dans la société, notamment dans l'accès à l'éducation et à la santé maternelle, et le renforcement du cadre juridique et institutionnel sur l'égalité des sexes (cinq changements importants du Code du travail amendé, approuvé par l'Assemblée nationale vietnamienne en novembre dernier, a ajouté un certain nombre de disposi-

tions visant à promouvoir et protéger davantage les droits des femmes). À cet effet, le Vietnam s'est affirmé comme le pays ayant le plus accompli au cours des deux dernières décennies pour réduire les inégalités homme-femme. Avec 25% de femmes à l'Assemblée nationale, il est l'un des pays ayant la plus grande représentation féminine au parlement. Les femmes vietnamiennes occupent également des positions importantes dans l'appareil d'Etat.

Le nombre de femmes d'affaires issues d'ethnies minoritaires a également augmenté considérablement. Nous continuons à promouvoir la participation des femmes aux postes de direction et de prise de décision dans tous les secteurs: gouvernement, secteurs privés et organisations sociales.

Quel bilan dressez-vous de ce XIIIème Congrès du PCV ?

Le XIIIe Congrès du PCV qui fixe les objectifs à court, moyen et long termes du Parti et du pays, s'est déroulé avec succès. Le XIIIe Congrès a fait un bilan sur le résultat de 35 ans de renouveau (Dôï Moi), notamment sur les réalisations de 5 dernières années. Le XIIIe Congrès a adopté sa Résolution qui insiste sur le perfectionnement des institutions; le renouvellement du modèle de croissance; la restructuration économique; l'industrialisation et la modernisation de l'appareil productif jugées encore trop lentes par les experts. La Résolution indique également les matières dans lesquelles le Parti et la nation devront porter un grand intérêt dans l'optique d'atteindre un nouveau stade de développement.

Parmi celles-ci se trouvent le perfectionnement des institutions, le renouvellement du modèle de croissance, la restructuration économique, l'industrialisation et la modernisation de l'appareil productif jugées encore trop lentes par les experts.

Relever ces défis permettra à l'économie de gagner en efficacité et compétitivité. D'un point de vue politique, la Résolution rappelle que l'objectif est toujours d'appliquer et de développer de manière créative la doctrine marxiste-léniniste ainsi que la pensée Hô Chi Minh. En parallèle, l'accent sera mis sur la construction d'une nation forte, indépendante et tournée vers l'édification du socialisme. Ce développement national se fera dans le respect des principes fondamentaux de la Charte des Nations unies et du droit international.

La Résolution sera mise en œuvre d'ici 2025. À ce court horizon, l'objectif est de faire du Vietnam un pays en développement avec une industrie modernisée, dépassant le niveau de revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

La Résolution fixe aussi des objectifs à plus longs termes. Ainsi, d'ici 2030, le Vietnam devra être parmi les pays en développement avec une industrie moderne et un revenu intermédiaire de la tranche supérieure. En 2045, le Parti se fixe comme objectif d'amener le Vietnam à la place des pays développés à revenu élevé.

Le Parti compte sur une croissance de 6,5 à 7% par an sur ces cinq prochaines années. Le but étant de faire passer durant cette période le PIB/habitant de 4.700 dollars à 5.000 dollars. Sur le plan social, il se fixe plusieurs objectifs pour ce nouveau mandat : le taux de main-d'œuvre formée devra atteindre 70% ; le taux de chômage dans les zones urbaines inférieur à 4% ; le taux de participation à l'assurance maladie devra se hisser à 95% de la population ; l'espérance de vie à 74,5 ans. Enfin, le taux de communes répondant aux normes de Nouvelle ruralité devra être de 80%. Parmi ces grandes orientations, trois axes apparaissent comme stratégiques pour le Parti. Tout d'abord, le perfectionnement des institutions et notamment celles construisant et développant l'économie de marché à orientation socialiste.

Ensuite, le développement des ressources humaines afin que le pays soit en mesure de gérer efficacement les domaines clés de son développement. Enfin, donner la priorité au développement des transports nationaux et s'adapter aux changements climatiques.

En ce qui concerne les activités extérieures, le XIIIe Congrès a mis l'accent sur trois points majeurs: Le rôle pionnier des activités extérieures dans le maintien d'un environnement pacifique et stable en faveur du développement et du prestige du pays, identifier également les défis auxquels le Vietnam pourrait être confronté dans les décennies à venir (concurrence entre des grands pays, conflits régionaux, montée du nationalisme et effets négatifs de la mondialisation et de l'intégration internationale). Affirmer le renforcement de la diplomatie multilatérale du Vietnam, en mettant l'accent sur le rôle du Vietnam dans l'ASEAN, l'ONU et d'autres organisations internationales.

Après les résultats des élections du nouveau staff du Comité central du PCV du XIIIe mandat, les vietnamiens ont exprimé une confiance totale pour le nouveau mandat du Parti, convaincus que les membres élus, avec leurs compétences, leurs expériences pratiques et leur prestige, assumeront bien leurs missions de mettre en œuvre les stratégies de développement à long terme du pays.

Pour ma part, j'ai la conviction que les nouveaux dirigeants décideront de politiques importantes visant à mettre en œuvre la Résolution du XIIIe Congrès et à mener le pays sur la voie du progrès.

S. C.

STATION DE TRAITEMENT DU LIXIVIAT DU CET DE OUED CHAÂBA (BATNA)

Entrée en exploitation prochaine

La station de traitement du lixiviat du centre d'enfouissement technique (CET) de la zone El Biar relevant de la commune de Oued Chaâba (wilaya de Batna) entrera en exploitation prochainement, a déclaré lundi le directeur de l'environnement Toufik Dekhinet.

La réalisation de cette infrastructure du secteur de l'environnement a nécessité un budget de l'ordre de 180 millions de DA, a-t-il précisé à l'APS, indiquant que les travaux de concrétisation de ce projet ont été entièrement achevés en attendant le lancement des opérations de raccordement au réseau électrique. L'opération, dont l'ensemble des commodités nécessaires ont été installées, contribuera à réduire les odeurs désagréables, notamment après la saturation des deux (2) casiers de déchets, a ajouté le directeur de l'environnement. La moyenne quotidienne d'ordures ménagères accueillie par le CET, est estimée à 300 tonnes et dépassera 350 tonnes /jour durant les fêtes et la période estivale, a-t-on signalé. Lors de sa récente visite dans la wilaya de Batna et l'inspection de cette station ainsi que le centre d'enfouissement technique de la région d'El Biar, la ministre de l'Environnement, Dalila Boudjemaâ, a révélé, après avoir assisté à une présentation sur la situation du centre, qu'il sera renforcé par un nouveau casier d'un montant financier estimé à 150 millions de DA. Elle a fait remarquer dans ce même contexte que la réalisation de ce projet permettra de soulager la pression sur le centre et réduire les odeurs nauséabondes qui en émanent. Pour la directrice de l'établissement de wilaya des CET de Batna, Chamia Merabti, le centre d'El Biar a été



doté récemment d'un brumisateur utilisé pour l'arrosage des deux (2) casiers saturés d'ordures ménagères avec une substance parfumée, et cela dans le but de réduire les mauvaises odeurs devenues une source de désagréments pour la population vivant dans les zones voisines en attendant la

réalisation du troisième casier. L'établissement de wilaya des CET de la wilaya de Batna couvre 34 sur les 61 communes de cette région en plus de trois (3) CET des communes de Oued Chaâba, Barika et Ain Touta et six (6) décharges publiques contrôlées de déchets ménagers, a-t-on noté.

AIN M'LILA (OUM EL BOUAGHI)

Réception en 2021 d'une station d'épuration des eaux usées

Le projet de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées, en cours de réalisation dans la commune d'Ain M'lila dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, sera réceptionné courant 2021, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'unité de l'Office national de l'assainissement (ONA). Implanté à environ 2,5 km au nord de la ville d'Ain M'lila, le projet, en cours de concrétisation sur une superficie de dix (10) hectares, permettra, une fois entré en service, l'assainissement de 16.824 m³/ jour d'eaux usées, a précisé à l'APS la directrice locale de cette unité, Hana Berkane. Lancée

durant l'exercice 2013, l'opération, dont le taux d'avancement des travaux a atteint jusqu'à présent 97 %, a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière estimée à 1,900 milliard DA, a fait savoir la même responsable. D'une capacité de traitement de 20.000 m³ d'eaux usées, un ouvrage similaire est en cours de réalisation au chef lieu de wilaya, a ajouté par ailleurs Mme Berkane. La réception des travaux de ce projet dont le taux d'avancement a atteint actuellement 50 %, est prévue pour l'année 2022, a souligné Mme Berkane.

AQUACULTURE INTÉGRÉE À L'AGRICULTURE

Formation de 50 agriculteurs à Tiaret

La Station de l'aquaculture et de la pêche de la wilaya de Tiaret a lancé lundi une formation au profit de 50 agriculteurs dans le domaine de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, a-t-on appris des organisateurs. Le directeur de la Station, Abdelhamid Benamara a indiqué que 50 agriculteurs de la wilaya bénéficient durant trois (3) jours de cette formation en aquaculture intégrée à l'agriculture et l'utilisation de ses eaux en irrigation

agricole. Supervisée par le directeur régional de la pêche et de l'aquaculture de Relizane, Djillali Samer et le directeur de la chambre mixte de la pêche, Djelloul Cherfaoui, cette session de formation permettra aux bénéficiaires de maîtriser les techniques d'aquaculture en eau douce des bassins d'irrigation pouvant constituer un compost favorisant la croissance de la production agricole notamment les arbres fruitiers et les

maraîchers, a fait savoir M. Benamara ajoutant que la session permettra également d'augmenter la production halieutique. Les services de la Station aquacole de la wilaya de Tiaret ont fait savoir que depuis sa création en 2016, quelque 200 agriculteurs ont bénéficié de plusieurs opérations d'ensemencement des alevins, signalant que cette session de formation sera clôturée par un cours pratique d'ensemencement d'alevins de carpe.

UNPE DE CONSTANTINE

Signature de 9 conventions de coopération avec des associations

Neuf conventions de partenariat ont été signées lundi entre le bureau de wilaya de l'Union nationale du patronat et des entrepreneurs (UNPE) et neuf associations dans la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine). S'exprimant lors de la cérémonie de signature de ces conventions, le chef du bureau de wilaya de l'UNPE, Abdellah Benarab a indiqué que celles-ci constituent «une première du genre au niveau de cette organisation», soulignant «la volonté de l'Etat de constitutionnaliser le rôle de la société civile dans le cadre de la nouvelle Algérie, nécessitant une évaluation globale du statut des associations de manière à les impliquer dans la consécration de la démocratie et le renforcement de la stabilité du pays». M. Benarab a précisé que ces conventions ont été signées avec le club sportif amateur de Constantine, le réseau national de l'accompagnement des jeunes, la Fédération nationale des jeunes entrepreneurs (FNJE), l'association «Ness El Kheir», l'association Afak, l'Organisation nationale de promotion et du travail social, le Croissant Rouge algérien (CRA), l'association caritative «Raja» et «Rouad El Moustakbel». La signature de ce genre de convention est susceptible «d'accompagner les associations pour atténuer les obstacles auxquels elles sont confrontées et les soutenir financièrement et administrativement pour les promouvoir et les mettre au service de la société», a ajouté M. Benarab. La consécration et le renforcement du rôle de la société civile nécessite de mettre en place des mécanismes appropriés pour la promotion de ce partenaire social à travers l'encadrement adéquat et une bonne organisation, a-t-il soutenu. De son côté, le chef du bureau de wilaya de la Fédération nationale des jeunes entrepreneurs, Mustapha Belatreche a estimé que cette initiative est «un grand pas vers l'accompagnement des petites et moyennes entreprises (PME)».

PRÉVISION DES SCÉNARIOS DE CATASTROPHES LORS D'INTEMPÉRIES

Des manœuvres de la protection civile à Tissemsilt

La direction de la protection civile de la wilaya de Tissemsilt a organisé lundi des manœuvres sur des scénarios de catastrophes pouvant survenir lors d'intempéries, a-t-on appris auprès de cette structure. Ces exercices d'entraînement, entrant dans le cadre du programme de la Direction générale de la protection civile, sont organisés par les unités secondaires dans les huit daïras de la wilaya et concernent les procédures permettant de faire face aux catastrophes découlant des perturbations météorologiques, à l'instar des inondations, des accidents de la route, les glissements de terrains et l'effondrement d'habitations, a-t-on indiqué. Les manœuvres seront exécutées sur une période de deux mois par plus de 700 agents de la protection civile et supervisées par la brigade de soutien et d'intervention de la direction de wilaya de la protection civile. Ces exercices pratiques permettront d'évaluer la disponibilité des agents de la protection civile de la wilaya amenés à faire face à d'éventuelles catastrophes et à accompagner le plan de prévention contre les incidents dus aux intempéries mis en place par la direction de wilaya de la protection civile. D'autre part, la direction de la protection civile a fait part de la programmation prochaine de deux sessions de formation au profit de l'équipe de plongée et l'équipe cynotechnique.

DANS LE CADRE DE LA MODERNISATION DU SECTEUR

La Protection civile forme ses chargés de communication de l'Est

La Direction générale de la Protection civile a organisé la première formation, de deux jours (30 et 31 mars 2021), sur les techniques de la communication, au profit des chargés de communication des wilayas de l'Est, à savoir El Tarf, Guelma, Souk Ahras, Annaba, Biskra, Tébessa, Batna, Oum El Bouaghi et Khenchela, a indiqué le communiqué de la Direction générale de la Protection civile.

Cette session entre dans le cadre du développement et de la modernisation du secteur, particulièrement dans le domaine des ressources humaines, a précisé la même source. « Cette mise à niveau a pour objectif de renforcer les capacités des officiers à la gestion de l'information, notamment préventive, opérationnelle, aussi que le management des crises à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier dans le domaine de l'utilisation des médias sociaux » a ajouté le communiqué. Et d'ajouter : « elle permettra, également aux participants d'affiner leurs capacités et compétences, afin d'optimiser l'utilisation des



réseaux sociaux, dont la mise à profit, leur permettra d'atteindre les objectifs stratégiques de prévention et de réduction des risques d'accidents domestiques et risque majeurs».

La DGPC a mis en avant l'importance incontournable de l'appui des nouvelles technologies, elle a précisé qu'à travers les réseaux sociaux, elle compte impulser une nouvelle dynamique d'adhésion à son programme de communication sociale, particulièrement, parmi les jeunes, qui constituent le vecteur le mieux, à même de favoriser la transmission et la propagation des idées et actions de vulgarisation portant sur la prévention des risques, préalables.

Samia Acher

LUTTE CONTRE LA TRAITE HUMAINE

La Justice et la Police judiciaire face au phénomène

Le président du Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes, Lamine El Hadj, a déclaré, depuis la wilaya d'El Oued que les dispositifs de Justice et de police judiciaires des services sécuritaires visaient à faire aboutir les efforts nationaux consentis, en matière de lutte contre la traite des personnes.

S'exprimant à l'ouverture d'un workshop «Simulation d'un procès de crime de traite humaine» à la salle de conférence au complexe touristique «La gazelle d'or», M. El Hadj Lamine a fait savoir que ces deux secteurs (Justice et Police judiciaire), jouaient un rôle primordial dans la lutte contre cette criminalité eu égard à la nature de leurs missions. Le président du comité a indiqué que les travaux de ce troisième workshop régional s'inscrivant dans le cadre du plan de travail triennal (2019-2021), visait en premier lieu, la coordination entre ces deux secteurs à travers l'introduction d'exercices d'application outre le lancement de concertations entre les intervenants en se rapprochant davantage des faits réels de cette criminalité englobant, entre autres, l'es-

clavage, l'exploitation sexuelle et le travail forcé. Et d'ajouter que cette rencontre se veut un espace encadré permettant aux participants de prendre connaissance des concepts vagues et des questions techniques en suspens en matière juridique liées au crime de la traite des personnes notamment en ce qui concerne la définition des missions de chaque intervenant, à commencer par la découverte de l'état, en passant par la poursuite des auteurs et enfin la protection des victimes. Il également a mis l'accent sur l'importance d'œuvrer par «le système d'aiguillage» qui englobe l'ensemble des mécanismes à même de mieux prendre en charge les victimes, vu qu'il définit clairement la responsabilité de chaque organes des instances intervenantes, étant donné que toute politique efficiente pour la prise en charge des victimes de traite dépend en fonction de la prise en charge médicale, matérielle et psychologique des victimes. De son côté, l'ambassadrice du Royaume-Uni en Algérie Sharon Wardle, en sa qualité de sponsor de ce projet de formation, a mis en avant les efforts des pouvoirs publics algériens dans la lutte contre

le crime de la traite des personnes dont les retombées pèsent sur l'ensemble des pays sans exception. Rappelant que 70% des victimes de la traite des personnes sont des femmes et des filles, la diplomate britannique a affirmé que l'Algérie avait évolué dans le traitement de ce dossier épineux. Dans le même sillage, Mme. Wardle a mis l'accent sur la bonne exploitation des réseaux sociaux, pour la lutte contre ce crime transcontinental, ajoutant que ce phénomène a atteint son paroxysme avec la propagation des moyens de communication, ce qui a facilité l'accès des criminels aux victimes. L'ambassadrice a mis l'accent sur l'impératif de contrôler et d'accompagner les réseaux sociaux, milieux favorables pour commettre ces crimes. A rappeler que l'atelier de formation «simulation du procès de la traite des personnes» abrité au complexe touristique la Gazelle d'or les 29 et 30 mars courant était organisé par le comité national de la prévention et la lutte contre la traite des personnes en collaboration avec le bureau de l'ONU pour la lutte contre la drogue et la criminalité.

APS

TRAFIC DE STUPÉFIANTS

Arrestation d'un jeune à Tiaret

Les services de la sûreté de Tiaret ont arrêté une personne pour son implication dans une affaire de possession et de trafic de drogue, a indiqué un communiqué des mêmes services. Menée par les brigades des stupéfiants relevant de la police judiciaire de Tiaret, l'opération a permis l'arrestation d'une personne, âgée de 34 ans, suite à des informations reçues, qui font état de la vente de drogue dans les quartiers, par le suspect, a précisé le même communiqué. L'opération a abouti à la saisie d'une arme blanche prohibée.

S. A.

BOUMERDÈS

Démantèlement d'un réseau criminel

Les services de la police judiciaire de Khemis El KhEchna, relevant de la sûreté de wilaya de Boumerdès ont démantelé récemment lors d'une opération, un réseau de criminels, composé de cinq personnes, dont une fille, connus pour avoir des antécédents criminels, ont indiqué les mêmes services. Les membres du réseau sont âgés entre 20 et 28 ans et sont originaires de Boumerdès et d'Alger, a précisé la même source. Cette opération a permis la saisie de plusieurs armes blanches, un bâton en bois, une batte de baseball et des comprimés psychotropes de type brigabylines, utilisés, lors des agressions dans les places publiques. Les mis en cause sont présentés devant aux autorités judiciaires compétentes.

S. A.

Qahwa fi goubli |

Tous les jours que Dieu fait la même rengaine et un vrai casse-tête chinois pour les femmes au foyer tout spécialement : que vais-je préparer à manger à mon chéri ? Le comble est que lorsqu'elles posent directement la même interrogation à leurs maris, ces derniers répondent tout de go : fais ce que bon te semble. Mais une fois rentrés à la maison ces mêmes maris une fois au courant du menu rouspètent et s'exclament : quoi ? Encore des raviolis ? Il faut manger pour vivre et non vivre pour manger : propos rabelaisiens pleins de bon sens certes, mais aujourd'hui considérés caducs. Pas autant que cela à bien y regarder puisque la société de consommation court pratiquement ventre à

Marcher à quatre «pâtes»...

terre... Aujourd'hui on mange de tout et de rien. Et à toute heure qui plus est. Aucune hygiène de vie de ce côté-ci du consommateur... Mais mange-t-on bien pour autant ? Peu sûr, sauf évidemment à vouloir bouffer à tous les râteliers : et là à chacun sa mangeoire... Bon en fait moi je ne voulais pas parler de tout cela mon intention primaire ne se limitant qu'à casser la graine et la bonne si possible... Ce qui n'est pas facile à dénicher. Du coup j'opte pour une solution de rechange : préparer à manger moi-même comme un grand... Et va pour un plat qui tient la dragée haute au couscous : les spaghettis. Préparation express d'une sauce rouge accompagnée comme de juste par les

incontournables ingrédients dont le fameux basilic. Le tout dans une atmosphère de cathédrale histoire de relever la sauce et baigner dans une ambiance de recueillement. Car les spaghettis se dégustent : vraiment un moment culte... Miam, miam je m'en poulèche les babines. Diable je crois que j'ai trop mangé. A tel point que j'ai l'impression de marcher à quatre "pâtes"... Et dire que le ramadhan frappe déjà à nos portes... Vous ne trouvez pas qu'il revient un peu trop vite ce sacré mois ? Enfin et pour les besoins d'une aussi noble cause n'est-ce pas je change même de signature pour apposer ma nouvelle griffe : MAC ARON...

Amar Zentar

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 WILAYA DE TIZ-OUZOU
 DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE
 ET DE LA CONSTRUCTION
 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE
 CAPACITES MINIMALES N°08/2021
 WILAYA DE TIZ-OUZOU
 REF : 08R130220210202

La Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Construction de la Wilaya de Tiz-Ouzou lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°08/2021 portant TRAVAUX DE VUE PRIMAIRE ET SECONDAIRES A TRAVERS LES WILAYA PROGRAMME COMPLEMENTAIRES 2018 - 2EME TRANCHE WILAYA DE TIZ-OUZOU

OBJET : OUVERTURE DES VOIES AU NIVEAU DU PUS N° 13 VILLAGE AIT BOHLEY (1000 LPA-500 LPA-500 LPA-2500 AADL) COMMUNE DE BOUZEGUENE.

Conditions d'éligibilité :

- 1- Capacités professionnelles :**
L'entrepreneur doit avoir la Certificat de Qualification et de Classification Professionnelles en cours de validité dans le domaine des Travaux Publics ou bâtiment (Activité principale) de catégorie C15 (03) et plus.
- 2- Capacités financières :**
Seront autorisés à soumissionner au présent avis d'appel d'offres, les entreprises ayant réalisé un chiffre de chiffre d'affaire cumulé durant les trois dernières années d'un montant supérieur ou égal à 100000000 DA.
- 3- Capacités techniques :**
Ayant déjà réalisé un projet similaire (ouverture des voies), jointes par une attestation de l'ancien exécutant délivrée par un maître d'ouvrage public.

N.B :

- le chiffre d'affaire doit être justifié par les bilans des trois dernières années visés par l'organigramme financier ou l'accusé réception des impôts (cumulés des bilans des trois dernières années).
- Les entreprises retenues sont tenues de procéder à leurs frais à l'ouverture et au montage des fossés, au réglage de la plate forme, à l'évacuation à la décharge publique des terres, éboulis, écoulements et débris pouvant gêner la réalisation des travaux.

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges jointes de la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Construction de la Wilaya de Tiz-Ouzou, Rue MAOULI AHMED M'DOUHA, TIZ-OUZOU ou auprès du service de suite des marchés publics.

- Les offres doivent être déposées auprès de la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Construction de la Wilaya de Tiz-Ouzou à l'adresse indiquée ci-dessus sous triple (03) enveloppes fermées, l'enveloppe extérieure doit être marquée et pour la mention : AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES N°08/2021 portant TRAVAUX DE VUE PRIMAIRE ET SECONDAIRES A TRAVERS LES WILAYA PROGRAMME COMPLEMENTAIRES 2018 - 2EME TRANCHE WILAYA DE TIZ-OUZOU
- OBJET :** OUVERTURE DES VOIES AU NIVEAU DU PUS N° 13 VILLAGE AIT BOHLEY (1000 LPA-500 LPA-500 LPA-2500 AADL) COMMUNE DE BOUZEGUENE.
- SOUSMISSION A NE PAS OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PUS ET D'EVALUATION DES OFFRES.

Les trois (03) enveloppes intérieures dédiées, et portant la mention : dossier de candidature, offre technique et offre financière.

- A. Dossier de candidature, comprenant :**
 - Déclaration de probité jointe en annexe dûment remplie, signée, cachetée et datée.
 - Déclaration de solvabilité jointe en annexe dûment remplie, signée, cachetée et datée.
 - Statut pour les sociétés.
 - Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à signer l'entreprise.
 - Certificat de qualification et de classification en cours de validité.
 - Bilans moyens des (03) dernières années approuvés par les services des impôts et cotisations fiscales.
 - Références professionnelles de l'entreprise (attestations de bonne exécution), délivrées par des Maîtres d'ouvrage public.
 - PV de visite du site (joint en annexe signé par le soumissionneur).

- B. Une offre technique, comprenant :**
 - Déclaration (x) à remplir remplie, signée, cachetée et datée.
 - Le planning de réalisation et le délai d'exécution.
 - Cahier des charges dûment rempli, paraphé et signé et doté de la mention « lu et approuvé », doit être manuscrite.
 - Déclaration du plan de charge de l'entreprise pour les deux dernières années joint en annexe.
 - La lettre d'engagement pose les moyens humains et matériels à mettre à la disposition du projet proposé (modèle joint en annexe du présent cahier des charges).
 - Un Mémoire technique justifiant joint en annexe (manuscrite et signé par le soumissionneur) portant tout document permettant d'évaluer l'offre technique, répondant aux points suivants :
 - *Les moyens humains affectés au chantier, justifiés par les diplômes et les attestations d'affiliations CNAS nominatives pour l'enseignement technique, et attestations de mise à jour CNAS, CACOBATH et CASNOS pour les ouvriers.
 - *Les moyens matériels affectés au projet, dûment justifiés par les cartes grises et leurs assurances en cours de validité au nom de l'entreprise.
 - *méthodologie d'exécution.

NB : les moyens matériels roulant non justifiés par leur cartes grises ne seront pas pris en compte.

- C. Une offre financière, comprenant :**
 - la lettre (x) de soumission, remplie, signée, cachetée et datée.
 - le bordereau des prix unitaires (BPU), remplie, signée, cachetée et datée.
 - le détail quantitatif et estimatif, remplie, signée, cachetée et datée.

La date de préparation des offres est fixée à 29 jours avant la première publication de l'avis de l'appel d'offres dans le CRÉBUS, dans la presse nationale ou le portail des marchés publics.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière, sont livrées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la destination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres, ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une troisième enveloppe extérieure, comportant la mention « à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°08/2021 portant TRAVAUX DE VUE PRIMAIRE ET SECONDAIRES A TRAVERS LES WILAYA PROGRAMME COMPLEMENTAIRES 2018 - 2EME TRANCHE WILAYA DE TIZ-OUZOU

OBJET : OUVERTURE DES VOIES AU NIVEAU DU PUS N° 13 VILLAGE AIT BOHLEY (1000 LPA-500 LPA-500 LPA-2500 AADL) COMMUNE DE BOUZEGUENE, déposées et adressées à Monsieur le Directeur de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Construction de la Wilaya de Tiz-Ouzou, Rue MAOULI AHMED M'DOUHA TIZ-OUZOU, le jour correspondant au dernier jour de la date de préparation des offres au plus tard à 12H00. Le jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le délai de préparation des offres est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires restant engagés par leurs offres pendant une durée équivalente à la durée de préparation des offres supérieures de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres.

Dans le cas où l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement, d'un mois supplémentaires.

L'attributaire du marché doit fournir les documents justifiant leurs informations contenues dans la déclaration de candidature dans un délai de dix (10) jours conformément à l'article 26 du DP 15-217 de la LOI N°09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

L'ouverture, en séance publique, des plis techniques et financiers, se fera après la formation des soumissionnaires, intervenant pendant la même séance, le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 10H30min au siège de la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Construction de la Wilaya de Tiz-Ouzou.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 Ministère de l'Urbanisme et de l'Architecture de la ville
 Direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction de la Wilaya de Laghouat
 Service de suite des Marchés publics
 N°U.15080/202103031

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMUM
 N° : 15081

La Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Construction de la Wilaya de Laghouat lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

La réalisation des réseaux d'assainissement et réseaux d'ACP du territoire rural (13/50-14/50-15/50-16/50-17/50) à la commune d'ALASSADIA. (Lot unique)

Les entreprises candidates intéressées par ce projet TELS : VAUX HYDROLOGIQUE peuvent retirer le cahier des charges auprès de M. M. ELHADJIAH à l'adresse indiquée ci-dessous à Laghouat. Contact téléphonique : 020 134 134

L'offre technique : « dossier de candidature », « l'offre technique », « l'offre financière » chaque dossier doit être mis dans une enveloppe scellée et être l'objet d'une étiquette portant la mention « offre technique ».

La date de dépôt des offres est fixée dans un délai de sept (07) jours à compter de la première publication de l'avis de l'appel d'offres.

Appel d'offre portant avec exigence de capacité minimum N° : .../2021

Objet : A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres « OFFRE DE CANDIDATURE »

Conditions techniques : un modèle dans une enveloppe scellée et bien fermée, et se soumettre aux exigences suivantes : « Dimensionnement de l'entreprise »

Appel d'offre portant avec exigence de capacité minimum N° : .../2021

Objet : A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres « OFFRE TECHNIQUE »

L'offre financière : un modèle dans une enveloppe scellée et bien fermée, et se soumettre aux exigences suivantes : « Dimensionnement de l'entreprise »

Appel d'offre portant avec exigence de capacité minimum N° : .../2021

Objet : A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres « OFFRE FINANCIERE »

Les offres doivent être déposées dans une enveloppe scellée et bien fermée et indiquant sur l'enveloppe « offre technique » à Monsieur M. ELHADJIAH à l'adresse indiquée ci-dessus à Laghouat et la Commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres N° : .../2021

Objet : A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

La date de préparation des offres est fixée à 17 jours à compter de la première publication de l'avis de l'appel d'offres dans le CRÉBUS ou dans la presse nationale.

Le jour de dépôt des offres est fixé à la date de la date de préparation des offres et l'avis de l'appel d'offres est fixé à 10H30.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres (07) jours.



Votre quotidien
 chaque jour
 chez votre buraliste

MANIFESTATIONS
EN BIRMANIE**Plus de 500
personnes
tuées par les
forces de
sécurité**

Plus de 500 personnes ont été tuées par les forces de sécurité depuis le coup d'Etat militaire du 1er février en Birmanie, d'après l'Association d'assistance aux prisonniers politiques (AAPP). Le bilan a été particulièrement lourd samedi, «journée des forces armées birmanes», avec plus de 110 personnes tuées, dont sept mineurs. Malgré la répression, les manifestants sont descendus à nouveau dans les rues lundi. Quatorze civils ont péri, notamment dans l'est de Rangoun, la capitale économique, d'après l'AAPP, citée par des médias, et qui a fait également état de plusieurs centaines de personnes arrêtées. Face à la détérioration de la situation sécuritaire dans le pays, Washington a annoncé la suspension immédiate de l'Accord-cadre sur le commerce et les investissements conclu en 2013 avec la Birmanie, et ce jusqu'au rétablissement d'un gouvernement «démocratiquement élu». Pour sa part, Londres a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, qui se déroulera mercredi à huis clos. De même, le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a exhorté la communauté internationale à «plus d'unité» et «plus d'engagement» pour faire pression sur la junte. Début février, l'armée birmane avait mis fin à la transition démocratique en Birmanie, instaurant l'état d'urgence pour un an et interpellant la cheffe de facto du gouvernement, Aung San Suu Kyi, ainsi que d'autres responsables de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), au pouvoir depuis 2015. Les militaires birmanes dénonçaient avant ce putsch des cas de «fraudes» lors des législatives de novembre, remportées largement par la LND.

MOZAMBIQUE

**Palma ville fantôme, après une
attaque revendiquée par Daeche**

Palma, petit port du nord du Mozambique tombé aux mains de groupes terroristes après une attaque revendiquée lundi par l'EI (Daeche), s'est transformé en ville fantôme tandis que des milliers de civils continuent à fuir par tous les moyens.

Le groupe Etat islamique (EI) a affirmé contrôler la ville et revendiqué l'attaque survenue à seulement une dizaine de kilomètres d'un mégaprojet gazier de plusieurs milliards d'euros piloté par le groupe français Total. Il précise aussi qu'elle a visé «des casernes militaires et des quartiers généraux du gouvernement», annonçant la mort de dizaines de militaires mozambicains «et de chrétiens, dont des ressortissants d'Etats croisés».

DES DIZAINES DE MORTS

L'attaque d'ampleur à Palma s'est traduite par des dizaines de morts, a indiqué dimanche soir le ministère mozambicain de la Défense. Au moins une centaine de personnes sont toujours portées disparues. Le signal du raid surprise mercredi, mené dans trois endroits de la ville de 75 000 habitants, semble avoir été l'arrivée prévue d'un bateau rempli de nourriture, selon plusieurs sources. L'attaque a immédiatement suivi son accostage, ont raconté des témoins qui ont fui depuis. Selon eux, le chargement était destiné à alimenter les commerces de la ville mais aussi à distribuer de l'aide aux personnes déplacées, nombreuses à Palma, après avoir quitté leurs



villages en raison, déjà, de violences terroristes. Les groupes armés, qui pratiquent la sidération, mettant le feu et tuant à tour de bras dès les premières minutes de leurs attaques, ont foncé vers les banques, pour les piller, et les postes de police, ont raconté ces témoins. Selon plusieurs experts, ils pourraient n'avoir été qu'une grosse centaine. Des témoins racontent que plusieurs d'entre eux se sont infiltrés incognito en ville quelques jours avant l'attaque, se logeant chez l'habitant.

Depuis, plusieurs habitants de Palma, interrogés via messagerie, décrivent une ville fantôme largement abandonnée. Ce lundi, humanitaires et agences onusiennes se concertaient pour aider les milliers de civils qui ont pris la route de l'exode.

EXODE

Entre 6 000 et 10 000 personnes se trouvaient dans le périmètre du site gazier, selon une source participant aux opérations d'évacuation. Ils sont arrivés par vagues, frappant à la porte du site ultrasécurisé de milliers d'hectares, «sorte de Fort Apache assiégé» selon une source sécuritaire.

Total affirme dans un communiqué fournir «une aide humanitaire et logistique» à ce

«nombre important de civils». Le géant énergétique, qui espérait une reprise rapide des travaux de la construction du site censé être opérationnel en 2024, a renoncé samedi. Après le transfert de 1 400 travailleurs et civils à Pemba, port situé à quelque 200 km au sud, pirogues et bateaux à voile traditionnels, chargés de réfugiés, continuent à affluer, selon des témoins et ONG. Les groupes armés, qui terrorisent cette région frontalière avec la Tanzanie depuis 2017, sont montés en puissance depuis un an, multipliant les attaques sanglantes. Contrôlant le port stratégique de Mocimboa da Praia depuis août 2020, ils poursuivent avec la prise de Palma leur «stratégie littorale», comme le souligne un expert sécuritaire français : complexifier le soutien logistique de la base gazière, désormais «uniquement accessible et ravitaillable par voie maritime depuis Pemba». La sécurité sur les routes de la région est déjà compromise depuis de nombreux mois.

R. I/Agences

L'Algérie condamne «vigoureusement»

L'Algérie a condamné vigoureusement la série d'attaques perpétrées contre le district de Palma dans la province de Cabo Delgado, au nord du Mozambique, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères (MAE). «L'Algérie condamne vigoureusement la série d'attaques des derniers jours perpétrées contre le district de Palma dans la province de Cabo Delgado, au nord du Mozambique, et ayant fait plusieurs morts parmi la population civile», a précisé le MAE dans son communiqué. «En ces douloureuses circonstances, l'Algérie présente ses vives condoléances aux familles endeuillées, réitère sa solidarité pleine avec le gouvernement mozambicain, et demeure convaincue que le peuple frère du Mozambique, forgé par les expériences et les épreuves qu'il a endurées, saura faire face, dans l'unité et la stabilité, aux défis immenses qu'impose ce fléau international», a conclu le communiqué du MAE. Plusieurs dizaines de personnes ont été tuées dans une série d'attaques terroristes d'ampleur depuis mercredi à Palma, dans le nord du Mozambique, selon le gouvernement mozambicain.

45^e ANNIVERSAIRE DE LA «JOURNÉE DE LA TERRE»**Des marches et des rassemblements dans plusieurs villes palestiniennes**

Les Palestiniens commémorent mardi le 45^e anniversaire de la «Journée de la terre» par des rassemblements et des marches dans plusieurs villes, rapporte l'agence palestinienne de presse, Wafa.

Les rassemblements et les marches auront lieu dans les villes où la police de l'occupation avait tiré, tuant six Palestiniens, et blessé de nombreux d'autres qui avaient protesté contre la saisie des milliers de dunums de leurs terres, selon Wafa. Les principaux événements auront lieu dans l'après-midi au niveau des villes de Sakhnin, Al Rabeh, Deir Hanna, Kafr Kanna et Taybeh, toutes dans le nord des territoires de 1948. Les participants à ces rassemblements se recueilleront aussi sur les tombes de leurs enfants et proches tués par la police d'occupation, avant un rassemblement prévu dans la ville d'Arrabeh. Les Palestiniens commémorent chaque année la Journée de la Terre, depuis le 30 mars 1976, en hommage à ceux qui ont été tués en défendant leurs terres confisquées illégalement, et se révoltant contre l'exil et la judaïsation. A la veille de la commémoration du 45^e anniversaire de la Journée de la terre, l'entité sioniste poursuit sa politique expansionniste, durement subie par les



Palestiniens, confrontés à des arrestations arbitraires et aussi à la propagation de la pandémie du Covid-19. Les forces d'occupation israéliennes ont arrêté la nuit der-

nière 10 Palestiniens, de plusieurs régions en Cisjordanie occupée, selon une source locale, citée par Wafa. Dans un communiqué de presse publié mardi, le club du pri-

sonnier palestinien a fait savoir que les forces d'occupation avaient pris d'assaut la ville de Salfit, avant d'arrêter trois Palestiniens. Deux autres ont été arrêtés dans le gouvernorat de Ramallah, au centre de la Cisjordanie occupée, un à la ville d'Al Khalil, trois à Jénin, et un autre à la ville d'Al-Ram, au nord d'Al-Qods occupée. Les forces d'occupation effectuent presque quotidiennement des agressions et attaques, contre les Palestiniens dans le but de les contraindre à quitter leurs terres et leurs maisons, au profit de l'expansion coloniale. Les Palestiniens se préparent pour la commémoration de la Journée de la terre qui est célébrée depuis le lancement de larges contestations le 30 mars 1976 contre la confiscation des terres de 1948, l'exil des familles, et de la judaïsation, au bénéfice de la construction de plusieurs colonies. Les actions de cette journée avaient débuté après la saisie des autorités de l'occupation des milliers des dunums des terres palestiniennes de 1948, ce qui avait provoqué une grève générale et des manifestations en Galilée et au Néguev, conduisant à l'éclatement des affrontements, causant le martyre de six Palestiniens, blessant et arrêtant des centaines d'autres.

MALADIE AUTO-INFLAMMATOIRE CHRONIQUE

Psoriasis des ongles des mains, des pieds : qu'est-ce que c'est ?

Le psoriasis est une maladie auto-inflammatoire chronique, qui peut donner des lésions sur la peau, les muqueuses, le cuir chevelu, les articulations... Mais aussi sur les ongles. Le psoriasis n'est pas la seule maladie de peau à pouvoir se manifester sous les ongles : "Toutes peuvent y apparaître."

A QUOI ÇA RESSEMBLE ?

Le psoriasis des ongles peut se manifester de différentes façons :

→ Les ongles prennent un aspect différent : On observe des minuscules petits puits à la surface de la tablette unguéale, ce qui donne l'aspect d'un dé à coudre. Il y a comme des traits sur l'ongle.

→ La tablette unguéale, c'est-à-dire la surface plane de l'ongle (composée de kératine) s'épaissit.

→ Un décollement au niveau du bout de l'ongle.

→ Il s'y associe souvent une pulpite, c'est-à-dire une inflammation du bout des doigts, qui est très douloureuse. Il y a parfois des fissures associées.

→ Plus rarement, on observe de l'arthrite des doigts. Le psoriasis est une maladie inflammatoire généralisée, c'est-à-dire qu'elle n'est pas limitée à la peau. Elle peut aussi toucher les articulations, y compris celles des doigts.

QUELLE DIFFÉRENCE ENTRE PSORIASIS ET MYCOSE DES ONGLES ?

Le psoriasis est une maladie inflammatoire, qui peut se transmettre génétiquement. Elle est non-infectieuse et non-contagieuse, affirme la dermatologue. La mycose de l'ongle, elle, est différente : C'est une maladie infectieuse, due à un champignon et elle peut éventuellement être contagieuse. Si le psoriasis et la mycose sont très différents, l'aspect clinique d'un ongle psoriasique et d'un ongle infecté par une mycose peut être très proche, et qu'il est parfois impossible de différencier les deux diagnostics cliniquement. Il faut alors faire un prélèvement sous l'ongle, afin de faire une étude microbiologique, avec un examen direct et une mise en culture pendant 3 semaines. La dermatologue précise que l'état d'un ongle touché par le psoriasis peut se compliquer suite à une infection par une mycose.

QUELLES SONT LES CAUSES ?

Les causes du psoriasis des ongles sont les causes du psoriasis en général", informe le docteur Roux.

- Les causes génétiques : Il existe de nombreux gènes prédisposant au psoriasis : c'est donc une maladie en partie génétique.

- Les causes environnementales : Le stress, la pollution, sont des facteurs aggravants, tout comme l'alcool et le sucre car ce sont des aliments qui augmentent l'inflammation dans l'organisme.

- Certains médicaments peuvent aussi provoquer du psoriasis, c'est le cas des bêta-bloquants (prescrits en cas de problème cardiaque) et de certaines chimiothérapies..."

- Les causes mécaniques : Les micro-traumatismes peuvent déclencher des poussées de psoriasis. Il est donc important de garder les ongles courts, et de protéger les mains par des gants lors des activités manuelles.

- Est-ce contagieux ?



Non, le psoriasis aux ongles, tout comme le psoriasis en général, n'est pas contagieux. Lorsque le psoriasis est familial, c'est pour des raisons génétiques, et non de contagiosité.

PEUT-ON METTRE DU VERNIS À ONGLES ?

Oui, vous pouvez mettre du vernis, mais un vernis basique qui se retire avec du dissolvant. Cependant, on déconseille l'application de vernis semi-permanent et ou de faux-ongles. Pourquoi ? Premièrement, le risque d'infection est plus élevé avec ce type de vernis, et l'acétone et les produits pour retirer les faux-ongles ou le semi-permanent sont trop agressifs pour un ongles atteint de psoriasis.

QUELS SONT LES TRAITEMENTS NATURELS ?

Pour réduire l'aspect du psoriasis ou le traiter de façon naturelle, les dermatologues conseillent :

- D'avoir des ongles coupés courts pour éviter les microchocs.

- D'hydrater ses mains et ses ongles. Les patients qui souffrent de psoriasis ont souvent des problèmes de sécheresse cutanée. L'hydratation permet de restaurer la barrière cutanée et est une protection naturelle.

- De veillez à avoir un régime alimentaire

sain riche en acides gras oméga 3 et oméga 6. Ces acides gras ont un effet anti-inflammatoire et hydratant pour la peau.

PEUT-ON LE TRAITER AVEC DES HUILES ESSENTIELLES ?

Je ne connais pas d'huile essentielle qui traite le psoriasis des ongles à ce stade.

QUELS SONT LES MEILLEURS TRAITEMENTS POSSIBLES ?

Il y a une graduation, une échelle, dans les traitements. On va d'abord essayer de traiter le psoriasis en général, et donc celui des ongles avec, en prescrivant des traitements par voie locale, c'est à dire cutanée, puis par voie orale ou via des traitements hospitaliers en fonction de la gravité de la maladie.

LES TRAITEMENTS LOCAUX POSSIBLES :

Les pommades dermocorticoïdes de classe élevée dispensées par ordonnance. En général, ils sont prescrits par un dermatologue et renouvelés par un médecin généraliste. Les émoullients. Il s'agit d'un traitement qui sert à améliorer l'hydratation de la peau et qui limite l'évaporation de l'eau par l'épiderme. Il est très utile car les personnes souffrant de psoriasis ont très souvent la peau sèche.

Les vernis. Ces derniers sont utilisés pour

diminuer l'épaisseur de l'ongle abimé. Ils sont de très bons compléments de traitements avec les pommades, émoullients ou médicaments. Ils peuvent se trouver en vente libre.

Si les traitements par voie locale ne suffisent pas, les traitements dits "systémiques" de type rétinoïdes, ciclosporine, méthotrexate et éventuellement biothérapie peuvent être envisagés par le dermatologue. Ce sont des traitements qui vont traiter le psoriasis de façon générale, puisque les personnes qui en ont sur les ongles en ont souvent ailleurs.

LES REMÈDES NATURELS CONTRE LE PSORIASIS

Santé médecine : Remèdes naturels contre le psoriasis Infusions : les meilleures plantes La bardane

La bardane et la pensée sauvage ont des vertus dépuratives de la peau, et stimulent le renouvellement de l'épiderme.

Ortie piquante

L'ortie piquante, également dépurative, va favoriser l'élimination des acides. Lorsqu'elle est associée à la pensée sauvage, elle améliore l'apparence de la peau. L'ortie a également un effet reminéralisant, intéressant pour les personnes sujettes au psoriasis qui ont un terrain acide, souvent associé à une moins bonne assimilation et une perte de minéraux.

Salsepareille

La salsepareille est une plante dépurative, sudoripare qui favorise la transpiration et aide à éliminer les substances cristalloïdales (toxiques et toxines acides) par la peau.

Souci ou calendula

Le souci, ou calendula apporte ses vertus adoucissantes et cicatrisantes. "Si le psoriasis est lié à un stress chronique ou une émotion vive, ajouter la passiflore pour un effet calmant et apaisant du système nerveux.

Pour la préparation : il existe des mélanges des plantes citées ci-dessus tout prêts en herboristerie ou faire préparer le mélange par un professionnel pour un dosage juste. En tisane en infusion : mettre 1 cuillère à soupe du mélange pour une tasse d'eau, laisser infuser 10-15 min. Boire 2-3 tasses par jour, hors des repas.

HUILES ESSENTIELLES : ROMARIN, VERBÉNONE...

En application : les huiles essentielles (HE) sont à manier avec beaucoup de précautions. Le dosage doit être faible. L'HE de romarin à verbénone permet d'atténuer la douleur et la desquamation de la peau. 2 gouttes suffisent dans une huile végétale de calendula, appliquées sur la zone concernée, 2 à 3 fois par jour jusqu'à amélioration.

En complément : 5 bons gestes

- Avoir une alimentation saine et équilibrée pendant une crise de psoriasis : il s'agit de supprimer les produits laitiers, les aliments acidifiants, les mauvaises graisses, les sucres raffinés, les céréales blanches (le gluten est à éviter de manière générale).

- Il faut apporter un maximum de produits frais (légumes, fruits), des sources d'oméga 3 pour leurs propriétés anti-inflammatoires, saupoudrer les préparations de levure de germe de blé et de bière à tous les repas.

- Entreprendre une cure de zinc sur 3 mois (reportez-vous aux recommandations des remèdes naturels contre l'acné).

- Favoriser la sudation pour éliminer les acides et déchets cristalloïdaux. Le sauna est recommandé en naturopathie, mais implique le suivi d'un protocole précis.

- Agir sur le stress. Il existe de nombreuses méthodes pour détresser : de l'acupuncture à la sophrologie, en passant par la méditation. Le stress est reconnu comme facteur aggravant dans l'apparition ou l'exacerbation des poussées inflammatoires du psoriasis.

Précautions et contre-indications

Les plantes médicinales possèdent leurs contre-indications :

- Ne prenez pas de la bardane si vous êtes diabétiques ou sous traitement anti diabète (effet hypoglycémiant), et si vous êtes enceinte ou allaitez.

- Évitez l'ortie piquante en cas d'œdème, de traitement anticoagulant.

- Veillez aux effets secondaires possibles de la salsepareille qui peut provoquer des troubles intestinaux bénins et une acidité gastrique.

- Le souci (calendula) est contre indiqué aux personnes allergiques aux astéracées.

- Attention également au millepertuis, il est photo sensibilisant, ne pas s'exposer au soleil après une applica-

tion, avertit la naturopathe.

- Utiliser des produits corporels adaptés, et porter attention aux compositions irritantes pour l'épiderme.

- Gérer ses émotions en mettant en pratique au quotidien une technique relaxante et apaisante et/ou se faire accompagner par un psychologue est une démarche essentielle pour vaincre le psoriasis.

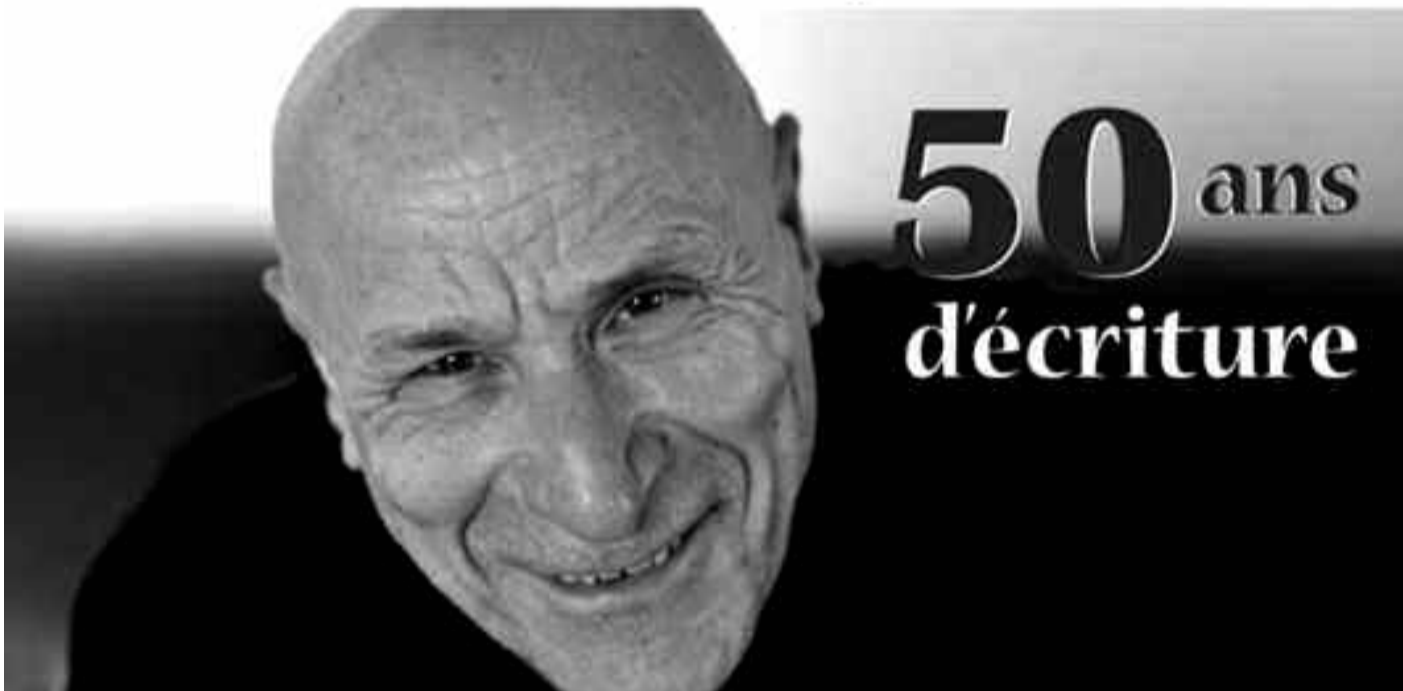
- Eviter l'exposition au soleil aux heures les plus chaudes. Par contre il ne faut pas s'en priver totalement. Les rayons ultra-violetts du début ou de la fin de journée ont une action sur les cellules responsables de l'inflammation, et permettent la synthèse de la vitamine D.

REGARD SUR UN ÉCRIVAIN ÉCLECTIQUE

Bribes de Boudjedra...

Rachid Boudjedra, à l'instar des écrivains de sa génération, a cette chance d'avoir un vécu. Et pas n'importe quel vécu. En ce qu'il lui a permis d'être témoins et acteur à la fois, d'une phase historique fertile en événements majeurs. Et dont l'œuvre globale du grand écrivain et romancier, s'en est largement inspirée. Bribes de cette œuvre...

Rachid BOUDJEDRA



Le fait même qu'un écrivain fasse parler de lui (de préférence en bien) est, déjà, en soi, une excellente chose. Car dans ce milieu littéraire trop d'envie et de jalousie émaille les rapports entre les uns et les autres. Pour ma part je dirai que notre ami Boudjedra mérite respect et considération. Et, ce, quel que soit le regard porté sur son œuvre dont il serait peu de dire qu'elle est considérable et linéaire par endroits. Car Rachid raconte l'Algérie comme il la sent et la voit. Tantôt de manière épidermique (comme tous les écorchés vifs), tantôt « dermique » si le mot dit bien ce qu'il veut dire. Et si d'aucuns parmi les « critiques » - remarquez les guillemets de rigueur - font dans le négativisme primaire, bête et méchant pour parler crument, d'autres restent plutôt nuancés, le portant parfois aux nues ou le descendant en flèche sans peut-être le comble - n'avoir lu et décrypté son œuvre. Et je n'exagère nullement en affirmant ; or on ne s'improvise pas critique à partir de l'ex nihilo.

LES INDUS OCCUPANTS DU MÉTIER SONT LÉGION

Certains se contentant à peine de parcourir la préface avant de se fendre d'inepties grossières et malveillantes à mille lieues de cette fonction prisée et redoutée de par le monde de la littérature. Car si tous les hommes d'écrit et autres registres portant création en général es qualité de personnages publics sont, de facto, soumis au feu de la critique, encore faut-il que les « critiques » eux-mêmes Parce qu'aujourd'hui les indus occupants du métier sont légion Ceci dit et pour ne pas s'éloigner de l'essentiel, on aime ou on n'aime pas le personnage qu'importe. Mais il ne laisse pas indifférent. Professeur dans une prestigieuse université, l'homme paraît, au pre-

mier abord, pas du genre vraiment lisse... Mais personnellement lorsque j'ai été désigné pour un tête à tête avec lui, ma foi je dois dire qu'il n'était pas du tout ce personnage qu'on présentait comme "revêché", "arrogant" ou autres traits subjectifs. Il m'a aimablement reçu dans son petit meublé donnant sur la baie d'Alger.

UNE SOURCE D'INSPIRATION INDÉNIABLE

Après les salamalecs d'usage, il m'offre un café maison et la discussion à bâtons rompus s'enclenche. Auparavant je l'informe que je n'étais pas là pour un interview classique ou scolastique. Alors on cause de choses et d'autres de la littérature. Tantôt en français, tantôt bederja, surfant ainsi sur la littérature contemporaine avec élégance même si nos positions ne se rejoignent pas sur tous les registres littéraires. Bonne culture générale d'un auteur prolifique différemment apprécié. De son rapport à la littérature à ses choix de vie, sa vision subjective du monde, sa conception et sa perception du fait littéraire, son nationalisme et bien d'autres thématiques auxquelles il m'a répondu sans esquive, entourloupe ou faux-fuyants. Même lorsque j'ai cru le déstabiliser en lui avouant, tout de go, que parmi sa respectable production livresque, il est deux ou trois ouvrages qui m'ont paru impénétrable... Mais peut-on reprocher à un académicien d'être académicien ?

Je considère, pour ma part, que Rachid, quoiqu'on dise reste un grand écrivain et que des œuvres comme "les vainqueurs de coupe" "l'escargot entêté", ou plus récemment encore "hôtel St Georges", forcent le respect et dénotent une réelle évolution dans la trajectoire scripturale d'un homme de lettres controversé certes mais qui n'en est pas

moins digne et à hauteur de sa stature. Tout comme nous avons évoqué « le fis de la haine » œuvre dans laquelle l'écrivain a fait montre d'un esprit de discernement certes mais sans pour autant manquer de relever et surtout dénoncer sans équivoque l'emprise de l'ex parti dissous sur les foules hystérisées et prêtes à tout pour la conquête du pouvoir absolu, sous le vernis du fameux « despotisme éclairé ». L'écrivain lui-même au demeurant a fait l'objet de menace de mort et a dû, de fait, trouver refuge en quelque coin isolé de notre vaste pays sans doute autant pour prendre du recul et aviser par la suite, que plus prosaïquement sauver sa peau dans un environnement aveuglé par ses propres sécrétions toxiques, loin, bien loin du contenu et de la philosophie de notre sainte religion.

L'IGNORANCE DES DONNEURS DE LEÇONS...

Et pendant que certains donneurs de leçons en cette phase brouillée affichaient leur ignorance crasse des choses autrement plus sérieuses et compactes de la religion, d'autres n'ont trouvé d'autre alternative que celle de prendre la poudre d'escampette et rejoindre le camp des... impies ! Ce qui est révélateur de leur habillage factice qui occulte mal leurs desseins machiavéliques fort heureusement déjoués par toutes les forces progressistes de la nation. Et Boudjedra quoiqu'on dise et ou pense, constitue un repère majeur de par ses convictions d'avoir été dans le vrai et l'avoir défendu jusqu'à la fin. En tout cas, pour ce qui me concerne, j'ai trouvé que ces soixante minutes sont passées un peu trop vite et qu'un grand écrivain a droit de ne ressembler à personne tout en baignant dans le collectif. Ave Rachid...

Amar Zentar

CINÉMATHÈQUE D'ALGER

Un spécial Federico Fellini

La cinémathèque algérienne annonce la programmation, dans sa salle de la capitale, d'un cycle de projections en hommage à Federico Fellini l'un des plus illustres réalisateurs italiens du XXe siècle, disparu en 1993.

Pour la célébration du centenaire de la naissance du réalisateur, le programme prévoit du 30 mars au 8 avril, la diffusion des œuvres de Federico Fellini ainsi qu'une exposition d'affiches et publications consacrées au parcours de ce grand nom du cinéma italien.

"Strada" (1954), "Il bidone" (1955), "Huit et demi" (1963), "Les Nuits de Cabiria" (1965) ou encore "La cite des femmes" (1980) sont parmi les films programmés à la cinémathèque algérienne.

Considéré comme l'un des cinéastes les plus célèbres du cinéma italien, Federico Fellini a marqué de son empreinte le cinéma de son pays auquel il a légué une riche filmographie entre longs et courts métrages.

Plusieurs de ses films ont été distingués dont "La dolce vita", Palme d'or au Festival de Cannes 1960 et il avait également décroché quatre fois l'Oscar du meilleur film en langue étrangère à Hollywood pour la "Strada", "Les nuits de Cabiria", "Huit et demi" et "Amarcord".

En mars 1993, à quelques mois de sa mort, l'Académie des arts et sciences du cinéma lui a attribué un "Oscar d'honneur" en appréciation de l'un des maîtres de l'écran pour l'ensemble de son œuvre.

UNE AUTRE ACTRICE NOUS QUITTE

L'artiste Fatiha Nesrine n'est plus



L'artiste algérienne Fatiha Nesrine est décédée lundi à Alger, à l'âge de 74 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris de sources proches.

Le parcours artistique de la défunte a débuté en 1964 au sein du groupe folklorique du Ballet national algérien.

Encadrée par l'artiste Fadhéla Dziria, Feu Fatiha Nesrine a interprété plusieurs chansons. En tant qu'actrice, elle a joué plusieurs rôles dans des films et des séries TV dont "El Wajh El Akher", "Zawdjan Fi Hayra", "El Laab" et autres.

Fatiha Nesrine a été inhumée hier après-midi au cimetière d'El Kettar (Alger).

Nb : la direction de Crésus et l'ensemble du personnel se joignent à la douleur de toute sa famille à laquelle ils présentent leurs plus sincères condoléances. A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.

BELMADI ET SES JOUEURS LUI ONT RENDU HOMMAGE Zetchi, adieu et au revoir !

«Zetchi ne sera pas candidat pour un second mandat. C'est quelqu'un qui nous a beaucoup aidés. Le mérite ne revient pas seulement au staff technique et aux joueurs», dira Belmadi.

Maintenant, c'est officiel. Le président de la Fédération algérienne de football, Khiredine Zetchi, ne briguera pas un second mandat à la tête de la FAF dont l'AG électorale est fixée au 15 avril prochain. C'est le sélectionneur national, Djamel Belmadi, qui l'a confirmé, lundi soir, à l'issue du dernier match des éliminatoires de la CAN 2022 face au Botswana. « Zetchi ne sera pas candidat pour un second mandat. C'est quelqu'un qui nous a beaucoup aidés. Le mérite ne revient pas seulement au staff technique et aux joueurs », dira Belmadi qui a tenu à rendre hommage à Zetchi, entouré et applaudi sur le terrain de Tchaker à la fin du match contre le Botswana, en présence... du trophée de la CAN 2019, remporté avec brio par les Fennecs en Egypte. Un bel hommage et un bel adieu pour Zetchi, visiblement très



ému. Mais, le patron du Paradou AC recule pour mieux sauter. Il est fort possible qu'il soit candidat si la FIFA intervient et invalide l'AG électorale du 15 avril prochain.

Un scénario qu'il avait évoqué, en raison du refus des services du Ministère de la Jeunesse et des Sports de se soumettre à la feuille de route de la FIFA qui exige la révision des statuts et du code électorale de la FAF avant la tenue de l'AG électorale. Zetchi et ses

assistants s'activent, entretemps, à introniser l'un des leurs à la tête de la Fédération lors de l'élection du 15 avril prochain, comme avait fait Mohamed Raouraoua en 2006, en plaçant Hamid Haddad aux commandes de la FAF avant de reprendre lui-même les rênes en 2009. En somme, Zetchi qui a été imposé par le duo El-Hadi Ould Ali-Hadi Haddad en 2017, n'a pas encore dit son dernier mot....

CAF

La commission d'arbitrage s'acharne sur l'Algérie

La commission d'arbitrage de la Confédération africaine de football (FAF) s'acharne sur la sélection algérienne, championne d'Afrique en titre. Après le scandale de Lusaka où les poulaillers de Djamel Belmadi ont été privés d'une belle victoire par l'arbitre comorien Ali Mohamed Adelaide qui a offert deux pénalités aux Zambiens, la commission d'arbitrage de la CAF remet ça en désignant un arbitre burkinabé pour le match contre le Botswana, en l'occurrence Jean Ouattara. C'est une étonnante désignation étant donné que le Burkina Faso est l'un des adversaires de l'Algérie dans les éliminatoires du Mondial 2022. M. Ouattara a privé les Verts d'un penalty et donné surtout un carton jaune sévère et immérité à Sofiane Feghouli. Belmadi qui craint le pire lors des qualifications au Mondial 2022, a poussé un autre coup de gueule à la fin du match contre le Botswana. « On espère que l'arbitrage sera à la hauteur lors de ces éliminatoires », lança Belmadi, très satisfait, par ailleurs, des débuts du jeune milieu de terrain, Zerrouki, avec l'EN. « Zerrouki a fait un match plus que correct. Il se cherchait un peu sur le terrain en première période avant de donner entière satisfaction en seconde mi-temps, après les consignes qu'on lui a données durant la pause citron », se réjouit le driver des Verts.

L. B.

CR BELOUZDAD

Dumas, c'est fini

Le CR Belouizdad a annoncé mardi avoir trouvé un accord pour une séparation à l'amiable avec l'entraîneur français de l'équipe première Franck Dumas. "Un accord a été trouvé mardi entre la direction et l'entraîneur Franck Dumas pour une résiliation du contrat à l'amiable. Le président du Conseil d'administration Charaf-Eddine Amara tient à remercier Dumas pour le travail accompli depuis son arrivée. La direction a confié l'intérim aux entraîneurs-adjoints Slimane Raho et Karim Bekhti jusqu'à la désignation d'un nouvel entraîneur", a indiqué le Chabab dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook. Franck Dumas (53 ans), arrivé sur le banc du CRB en janvier 2020 pour un contrat de deux saisons, quitte le navire avant le match décisif face aux Congolais de TP Mazembe, vendredi au stade du 5-juillet (20h00), dans le cadre de la 5e journée (Gr.B) de la phase de poules de la Ligue des champions. Secoué par une crise interne ayant entraîné la démission de directeur du pôle compétitif Taoufik Korichi, le Chabab traverse une mauvaise passe que ce soit en championnat ou en Ligue des champions. Le club algérois est retombé dans ses travers dimanche face au WAT (1-1), quelques jours après le succès décroché mercredi en déplacement face à l'ASO Chlef (3-1), qui est venue mettre fin à une mauvaise série de neuf matchs sans victoires, toutes compétitions confondues. En Ligue des champions, le champion d'Algérie sortant, sans la moindre victoire, occupe la 2e place au classement, en compagnie d'Al-Hilal du Soudan avec 3 points seulement. Le TP Mazembe occupe la dernière place (2 pts).

L. B.

DANS UN MESSAGE PUBLIÉ SUR TWITTER Tebboune félicite l'EN

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a félicité la sélection nationale de football pour son brillant parcours dans les éliminatoires de la CAN 2022, tout en lui souhaitant une qualification au Mondial 2022. « Merci à notre équipe nationale pour ce parcours distingué dans les qualifications pour la Coupe d'Afrique, et pour la remarquable série de 24 matches consécutifs sans défaite sous la direction du talentueux entraîneur Djamel Belmadi. Je vous souhaite pleins de succès dans les éliminatoires de la Coupe du monde 2022. Nous vous soutenons,



nos héros », a posté M. Tebboune sur twitter, à la fin du match contre la sélection du Botswana que les Verts ont étriillée sur le score sans appel de 5 buts à 0, alignant ainsi un 24e match sans défaite. Les camarades de Mahrez égalent le record d'invincibilité des Pharaons d'Egypte et s'attaquent à celui des Eléphants de la Côte d'Ivoire (27 matches sans défaite). Belmadi ne compte qu'une seule défaite sur 27 sorties aux commandes des Fennecs et c'était le 16 octobre 2018 au Bénin (1-0). Qui dit mieux !

L. B.

JO DE TOKYO

23 Algériens déjà qualifiés

Vingt-trois athlètes algériens de dix disciplines ont déjà composé leurs billets pour les Jeux olympiques 2020 de Tokyo, repoussés à 2021, en attendant d'éventuels autres qualifiés, a annoncé lundi dernier Amar Brahmia, membre du bureau exécutif du Comité olympique et sportif algérien (COA). «Huit boxeurs dont trois dames, trois athlètes de l'athlétisme, trois de l'aviron et canoë, un nageur, trois cyclistes, un pongiste, un haltérophile, deux véliplanchistes et une représentante du tir sportif, sont officiellement qualifiés aux JO de Tokyo.

«Lundi 29 mars, nous avons reçu la notification officielle de la 23e qualifiée, à savoir la pugiliste Chaïb Ichrak», a déclaré Brahmia, lors d'une réunion regroupant le COA et les représentants de fédérations olympiques. Pour le même responsable, d'autres billets qualificatifs pourraient être décrochés lors de prochains rendez-vous, notamment en

luttés associées dont le tournoi de qualification est prévu du 2 au 4 avril à Hammamet (Tunisie) ainsi que d'autres disciplines qui sont toujours en course pour arracher des billets qualificatifs aux JO 2020. Il a également mis l'accent sur le suivi rigoureux de la préparation de l'athlète sur le plan technique et médical. «Il faut qu'il y ait un suivi permanent de la préparation de l'athlète sur tous les plans, notamment en ce qui concerne la lutte anti-dopage», a ajouté Brahmia. De nombreux tournois de qualification olympique se tiendront jusqu'à l'échéance finale. Les Jeux olympiques de Tokyo auront lieu du 24 juillet au 9 août 2021.

Les athlètes qualifiés par discipline :

Boxe (8 qualifiés) Roumaïssa Boualem (51 kg), Imane Khelif (57 kg), Chaïb Ichrak (75 kg), Moha-

med Flissi (52 kg), Younes Nemouchi (75 kg), Mohamed Houmri (81 kg), Abdelhafid Benchebba (91 kg), Chouaib Bouloudinat (+91 kg)
Athlétisme (3 qualifiés) :Toufik Makhloufi (1500m), Abdelmalik Lahoulou (400m haies),Bilel Tabti (3000m steeple)
Aviron (2 qualifiés) : Sid Ali Boudina et Kamel Ait Daoued
Canoë (1 qualifiée) : Amina Kheris
Cyclisme (3 qualifiés) : La fédération choisira ses représentants)
Natation (1 qualifié) : Oussama Sahnoune (50m et 100m libre)
Voile (2 qualifiés RSX) : Hamza Bouras et Amina Berichi
Tir sportif (1 qualifiée) : Houda Chaabi (pistolet 10m air comprimé)
Haltérophilie (1 qualifié) : Walid Bidani.
Tennis de table (1 qualifié) : Larbi Bouriah

HANDBALL (CHAMPIONNAT DE DIVISION EXCELLENCE)

La reprise maintenue pour ce week-end

La reprise du championnat d'Algérie de division Excellence de handball 2019-2020 (messieurs), à l'arrêt depuis mars 2020 en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), est maintenue pour le week-end du 2-3 avril, en dépit des difficultés rencontrées par certains clubs pour l'application du protocole sanitaire, a fait savoir lundi dernier, la Fédération algérienne (FAHB). «La reprise se fera comme prévu, le week-end du 2-3 avril. C'est vrai que les clubs n'ont pas les moyens pour appliquer le protocole sanitaire, mais je peux les rassurer qu'on est là pour les aider afin de reprendre le championnat et aller jusqu'au bout», a indiqué à l'APS, le président de l'instance fédérale, Habib Labane. La Fédération algérienne de handball (FAHB) compte organiser trois tournois play-offs, dans des lieux qui restent à déterminer, pour pouvoir boucler la saison 2019-2020 du championnat de division Excellence (messieurs). «Il reste encore à déterminer deux clubs pour la qualification aux play-offs, avant l'organisation de trois tournois et désigner le champion de la saison 2019-2020», a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner : «Nous n'avons pas encore abordé le système de compétition de l'exercice 2021-2022, tout sera mis au clair au moment opportun.»

OLYMPIQUE LYONNAIS

Aulas et les magouilles des transferts

Alors que plusieurs de ses homologues ont été rattrapés par la justice, Aulas est également fier de n'avoir jamais franchi la ligne jaune.

A la tête de l'Olympique Lyonnais depuis 1987, Jean-Michel Aulas a transformé le club rhodanien, devenu l'un des grands noms du football français. Autant pour son palmarès, avec notamment sept titres de champions de France au début des années 2000, que pour sa réussite économique. Les motifs de satisfaction sont donc nombreux pour le boss de l'OL, désigné meilleur président



de club de l'histoire par France Football. Alors que plusieurs de ses homologues ont été rattrapés par la justice, Jean-Michel Aulas est également fier de n'avoir jamais franchi la ligne jaune, notamment en matière de transferts. «Grâce à mon éducation familiale. Mes parents étaient profs de français et de maths, avec une culture extrêmement rigoureuse, plutôt à gauche, qu'à droite. Pour eux, l'argent était suspect, a-t-il ainsi expliqué dans une interview accordée à FF. Ça m'a servi. Comme je réussissais dans mon entreprise, je n'avais pas besoin de toujours plus d'argent ou de gloire personnelle.» Le président lyonnais a d'ailleurs dû éviter certains pièges sur le front du mercato. « Il y a des voyous dans notre sport. Par exemple, le transfert d'Essien. Quelques

années plus tard, la brigade de répression du banditisme nous a révélés que tout le monde était sur écoute. Les inspecteurs se demandaient comment on avait fait pour résister, a-t-il confié. C'est ma hantise de me retrouver piégé dans une magouille. » « Il m'est arrivé de craindre pour la sécurité de ma famille car j'avais résisté à une proposition malhonnête », a-t-il poursuivi avant de rendre hommage à ses équipes : « Heureusement, je suis entouré d'un homme extraordinaire, Vincent Ponsot (directeur général du football) qui veille à tout. J'ai aussi deux incorruptibles aux finances et aux négociations de contrats qui m'alertent au moindre élément louche. Le fait d'être coté en bourse nous protège. Si nous avons une faiblesse, elle est repérée. Comme ça, je dors mieux. »

PARIS SG

Leonardo veut un échange Vinicius-Mbappé

L'avenir de Kylian Mbappé continue de faire parler. Il faut dire que l'attaquant du PSG n'a toujours pas prolongé son contrat qui prend fin en juin 2022 et le club de la capitale commence à s'impatienter. Et pour cause, si le Champion du monde français n'étend pas son bail, il faudra le vendre cet été afin de ne pas courir le risque de le laisser partir libre un an plus tard. Par conséquent, le temps presse, d'autant plus que le Real Madrid rode toujours. A tel point que Leonardo tentera d'obtenir un joueur merengue dans l'opération. En effet, selon les informations d'Eduardo Inda, Leonardo insiste auprès du Real Madrid afin que Vinicius Junior soit inclus dans l'opération. Le directeur sportif du PSG apprécierait grandement le profil de l'ailier brésilien qu'il aimerait donc récupérer en échange de Kylian Mbappé. D'après le directeur d'OK Diario, présent sur le plateau du Chiringuito, un intermédiaire mandaté par le PSG aurait ainsi insisté auprès du Real Madrid pour que Vinicius Junior soit présent dans le deal. Reste désormais à savoir si Zinedine Zidane sera disposé à accepter cette opération.

PLUSIEURS BLESSÉS

Le PSG pourrait une nouvelle fois payer un lourd tribut durant cette trêve internationale. Si les joueurs sud-américains, à l'instar des Brésiliens et des Argentins, ont été exemptés de matches d'éliminatoires pour la Coupe du monde 2022, la colonie parisienne de la Squadra Azzura ne gardera pas un très bon souvenir de son passage en sélection. L'Italie a certes démarré sa campagne de qualification pour le Mondial qatari par deux probantes victoires face à l'Irlande du Nord (2-0) et la Bulgarie (0-2), mais après Moïse Kean, qui n'a fait que passer à Coverciano, le centre d'entraînement de la sélection ita-



lienne, ce sont Marco Verratti et Alessandro Florenzi, qui ont quitté le rassemblement pour rentrer à Paris. Marco Verratti souffre en effet d'une contusion à la cuisse gauche après un coup reçu contre la Bulgarie, dimanche, tandis que le second ressent une fatigue musculaire qui nécessite du repos. Mais les internationaux italiens ne sont pas les seuls à devoir composer avec des pépins physiques. Il en est de même d'Abdou Diallo, touché au pied avec le Sénégal. Incapable de s'entraîner depuis deux jours, l'ancien Monégasque est forfait pour le match face à l'Estwatinien prévu ce mardi, a prévenu Aliou Cissé, le sélectionneur sénégalais.

BAYERN MUNICH

Coup dur pour Lewandowski

La première manche entre le Bayern Munich et le PSG, mercredi 6 avril, pourrait bien se disputer sans Robert Lewandowski. Conséquence de la blessure dont a été victime le buteur bavarois avec la sélection polonaise, dimanche, face à Andorre. Car si l'artificier munichoïse y est allé d'un doublé, ce qui lui permet d'afficher déjà trois buts en deux matches, un duel avec un défenseur andorran lui a valu une douleur au genou. Et si Paulo Sousa se voulait rassurant à l'issue de la rencontre, affirmant avoir sorti son attaquant vedette par précaution et désormais attendre les résultats des examens auxquels devait se soumettre la star munichoïse, Robert Lewandowski a rejoint le banc en boitant et inséré son genou dans une imposante poche

de glace. Et les résultats des examens ont confirmé les craintes apparues, dimanche soir. A en croire la presse polonaise, les examens ont en effet révélé une lésion du ligament collatéral du genou droit, ce qui devrait valoir à Robert Lewandowski une indisponibilité comprise entre 7 et 10 jours.

THOMAS MÜLLER PRÊT À PARTIR

D'ores et déjà forfait pour le choc face à l'Angleterre mais également le choc face à Leipzig en championnat, le meilleur buteur européen est donc désormais également incertain pour la réception du PSG, le 6 avril prochain, en quarts de finale de la Ligue des champions. Débarqué au Bayern Munich à l'âge de 10 ans, Thomas Müller

s'apprête à boucler sa 21e saison chez les Rotten. Plus de deux décennies au cours desquelles l'international allemand a tout gagné et joué pas moins de 571 matches pour 212 buts et 210 passes décisives, ce qui en fait le quatrième joueur le plus capé de l'histoire du club. Pourtant, le champion du monde 2014, sous contrat jusqu'en 2023, n'hésitera pas à quitter son club formateur.

«J'ai une relation spéciale. J'adorais le Bayern avant de commencer à jouer pour eux mais je ne suis pas attaché. Quand il y a une certaine situation et que vous devez décider de jouer pour un club différent, ce ne serait pas un problème du tout pour moi. Peut-être comme Thiago (parti à Liverpool l'été dernier) », a-t-il confié au Times.

PORTUGAL

Ronaldo garde le brassard

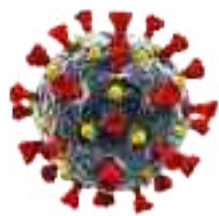
En colère après son but non accordé contre la Serbie (2-2) samedi, en éliminatoires du Mondial 2022, l'attaquant du Portugal Cristiano Ronaldo (36 ans, 172 sélections et 102 buts) a jeté son brassard en quittant la pelouse. Un geste que certains ont jugé excessif et surtout irrespectueux. Alors que le sélectionneur Fernando Santos ne voit aucune raison de sanctionner son capitaine. "Il va garder le brassard, tant que cela n'offense personne, a répondu le coach portugais aux journalistes. Il est un exemple, vous l'avez écrit des milliers de fois. Tous les joueurs qui participent aux conférences de presse disent la même chose : il est un exemple. Dans son travail au quotidien, à l'entraînement... Il est un exemple pour tout le monde, même dans sa vie privée." "S'il avait offensé la sélection, ses coéquipiers voire la fédération, alors oui, nous aurions réfléchi, examiné la situation de plus près. Mais rien de tout cela ne s'est produit. Personne ne dit que son geste était beau mais de là à remettre en cause son capitaine... Il n'a offensé ni ses coéquipiers, ni la fédération. Il a été le premier à reconnaître qu'il n'aurait probablement pas dû", a rappelé Santos.

BRÉSIL

Les déroutantes excuses de Ronaldo

Près de deux décennies plus tard, Ronaldo a fait son mea culpa au sujet de sa coupe de cheveux affichée au Mondial 2002. Huit buts, un titre de meilleur joueur et surtout un cinquième titre mondial, quatre ans après la douloureuse défaite encaissée en finale de la Coupe du monde 1998 face aux Bleus: Ronaldo avait plané sur le Mondial 2002 organisé en Corée du Sud et au Japon. Si l'attaquant vedette de la Seleção avait tenu le haut de l'affiche sur le terrain, il avait également fait sensation avec une coupe de cheveux pour le moins étonnante.

L'ancien Interiste affichait en effet à partir des demi-finales une simple touffe de cheveux sur l'avant du crâne, totalement rasé pour le reste. Une fantaisie capillaire que le double Ballon d'or n'assume plus vraiment. « C'était horrible, a-t-il ainsi lâché dans un entretien accordé à Sports Illustrated, ajoutant : « Je m'excuse auprès de toutes les mères qui ont vu leurs enfants faire la même coupe de cheveux. » Mais cette coupe de cheveux détonante a rempli son office. Car cette création capillaire avait un but bien précis. Touché à une cuisse avant la demi-finale face à la Turquie, l'attaquant brésilien avait en effet souhaité détourner l'attention des médias grâce à cette fantaisie. « J'ai fait la coupe de cheveux. J'ai vu mes coéquipiers et leur ai demandé: 'vous aimez?' Ils ont répondu: 'Non, c'est horrible! Arrête ça!' Mais les journalistes ont vu ma coupe de cheveux et ont oublié la blessure », a-t-il raconté, expliquant par ailleurs avoir pris soin de ne pas dormir avant la finale face à l'Allemagne pour ne pas revivre le traumatisme de 1998 lorsque le « Fenomeno » avait été pris de convulsions à quelques heures du coup d'envoi du match face à la France.



PANDÉMIE DE COVID-19

115 nouveaux cas, 93 guérisons et 5 décès en 24h

SUBSTANCES PÉTROLIÈRES À CONSTANTINE

Il s'agit d'une huile moteur dégradée

Il n'y a finalement pas de pétrole à Constantine. La substance émanant d'un puits lors d'un forage effectué par un particulier n'est qu'une «huile moteur très dégradée», selon le «verdict» de Sonatrach qui a effectué des analyses sur le produit.

La Compagnie nationale des Hydrocarbures Sonatrach a apporté hier, dans un communiqué, des précisions concernant des substances pétrolières à Constantine, suite à des analyses procédées par des équipes spécialisées du groupe, en indiquant qu'il s'agissait d'une «huile moteur très dégradée» prouvée par la présence des métaux en quantité importante. «Après l'interprétation de l'ensemble des résultats des différentes analyses (procédées par des équipes spécialisées du groupe), Sonatrach informe l'opinion publique que l'huile issue de ce puits d'eau artésien est une huile moteur très dégradée prouvée par la présence des métaux en quantité importante qui est probablement due à l'usage et la pollution de cette huile», précise le Groupe pétro-gazier. Sonatrach souligne dans ce cadre que, suite à l'information faisant état d'une venue d'hydrocarbures signalée dans



la région de Ouled Rahmoun dans la wilaya de Constantine, elle a dépêché une équipe de spécialistes pluridisciplinaires sur place afin de procéder aux analyses de rigueur et recueillir les échantillonnages de toutes les substances présentes sur le site. Pour ce qui est des émanations de gaz constatées, la Compagnie explique que «le méthane est le principal constituant analysé».

Il s'agit du «biogaz issu de la fermentation de matières organiques animales ou

végétales en l'absence d'oxygène», explique le Groupe. Enfin, il a été convenu avec les autorités en place de «sécuriser le périmètre et de préserver les ressources hydriques de la région à travers le colmatage du puits en question». «Le site est un puits d'eau artésien réalisé par un particulier qui, lors des opérations de forage, a débité une substance noirâtre et visqueuse accompagnée d'émanations de gaz, à une profondeur de 90 m», rappelle-t-on.

POUR FORMATION D'UNE BANDE CRIMINELLE

Arrestation de trois femmes à Alger

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont mis fin à l'activité d'une bande criminelle composée de trois femmes impliquées dans une affaire de «tentative d'avortement, falsification de documents et création d'un lieu de débauche et de prostitution», a indiqué, hier, un communiqué de ce corps de sécurité. L'affaire a été traitée par la brigade de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Rouïba, sous la supervision du parquet compétent, après une exploitation optimale des informations recueillies par les services de police dans ce

sens. Après le parachèvement des mesures légales, les prévenues ont été présentées devant le parquet de Rouïba qui a ordonné leur placement à l'établissement pénitentiaire d'El Harrach. Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger représentés par les services de la neuvième Sûreté urbaine relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs ont traité également une affaire de «vol» et arrêté le suspect. L'affaire remonte à une plainte introduite par la victime agressée à l'intérieur même de son véhicule par un individu qui l'a délestée de 94

000 DA et d'un téléphone portable haut de gamme, précise le communiqué. Une exploitation optimale des informations recueillies a permis l'identification et l'arrestation du malfaiteur avec à sa possession l'argent et le téléphone volés. Après parachèvement des mesures légales, l'accusé a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal d'Hussein Dey qui a ordonné son placement en détention préventive au niveau de l'établissement de rééducation et de réadaptation d'El Harrach, conclut le document.

LIGUE 1

L'ESS en tête, la JSK et le MCA se relancent

L'ESS Sétif s'empare provisoirement de la première place de la Ligue 1, à la faveur de sa large victoire (4-0), hier dans son antre du 8-Mai 1945, devant l'AS Aïn M'ilia, dans un match comptant pour la mise à jour du calendrier du championnat. L'ESS possède trois points d'avance sur le MC Oran et la JS Saoura qui pourrait récupérer les points perdus dans l'affaire des réserves émises par le Paradou AC sur Meddahi. Les deux autres représentants algériens dans les épreuves africaines, le MC Alger et la JS Kabylie, se sont bien relancés aux dépens de l'ASO Chlef et du RC Relizane. Le MCA a décroché sa première victoire en championnat sous la direction de Abdelkader Amrani sur le score de 2 buts à 0, alors que la JSK a renoué avec le succès en s'imposant difficilement (1-0) devant le RCR, se rapprochant ainsi du podium. L'ESS, la JSK et le MCA pourront aborder dans les meilleures conditions leurs prochains et importants rendez-vous continentaux contre Enyimba, la RS Berkane et le Zamalek respectivement.

L. B.

Les résultats du mardi

 ESS-ASAM 4-0
 JSK-RCR 1-0
 MCA-ASO 2-0

A L'ARRÊT DEPUIS PRÈS DE DEUX ANNÉES

Reprise aujourd'hui de l'activité du téléphérique de Blida

Le téléphérique reliant la ville de Blida aux hauteurs de Chréa reprendra du service à partir d'aujourd'hui, après un arrêt de près de deux ans, a-t-on appris, mardi, auprès du Directeur des transports de la wilaya. «Ce téléphérique, assurant la liaison entre la ville de Blida et la région touristique de Chréa, sur près de 8 km, reprendra du service mercredi, suite à l'achèvement des travaux de maintenance ayant consisté en le renouvellement de ses pylônes », a indiqué hier, à l'APS, le Directeur, Ramdane Cherif Idir.

Cette relance de ce moyen de transport par câbles intervient, également, dans le sillage du feu vert donné par le Premier ministre pour la reprise des activités du métro et des téléphériques, suspendues en raison de la propagation du Covid-19, a souligné ce même responsable.

Le Directeur des transports a souligné que cette décision de reprise d'activité, intervient après l'achèvement des essais techniques effectués à la fin des travaux de maintenance afin de garantir la sécurité des passagers, précisant que le télé-

phérique sera en service à partir de mercredi et tout au long de la semaine (à l'exception de dimanche), de 8h00 à 18h00.

Il a, également, signalé qu'un protocole sanitaire rigoureux approuvé par le ministère de tutelle, portant notamment sur l'impératif du port du masque de protection et du respect de la distanciation physique, avec la présence de pas plus de quatre passagers par cabine, pour préserver la santé des usagers, sera mis en application dans ce transport aérien.

Cette reprise devrait contribuer, selon la même source, à la réduction des encombrements enregistrés sur la RN 37, reliant Blida à Chréa, notamment durant les week-ends, en raison de l'importante affluence des visiteurs vers cette région touristique, particulièrement lors de la chute des neiges. A noter que le téléphérique est à l'arrêt depuis près de deux ans, pour cause de travaux de maintenance programmés, avant la survenue de la pandémie du Covid-19, ayant nécessité la mise à l'arrêt des différents moyens de transport.

Au fil du jour

Il y a bien eu un début

Par Rachid Ezziane

Comme on le sait, les premiers philosophes, de Socrate à Aristote et jusqu'au plus grand physicien du vingtième siècle Einstein, assuraient dans leurs diverses théories que l'univers était statique et ne dépassait guère les limites de notre galaxie : « la voie lactée ». Et de ce fait, l'univers ne pouvait être là que par hasard sans aucune explication logique. Mais ni la philosophie (science du questionnement par excellence), ni la science, et notamment la physique (empirique et déterministe par son concept de la causalité), encore moins les mathématiques et leurs mystérieux nombres premiers ne pouvaient rester les bras croisés devant ce fait accompli de l'univers statique, spontané et sans passé ni avenir, regroupé autour d'une seule galaxie. Dans la vie de tous les jours, du plus petit organisme au plus complexe, les choses se présentaient autrement. Car chaque entité a une cause (origine), une vie et une fin (mort), calculées comme les aiguilles d'une montre. Et cela les scientifiques le vérifiaient avec calculs exacts et formules précises. Pourquoi donc, ces vérités ne s'appliqueraient-elles pas à l'univers ? se sont dit quelques audacieux mathématiciens, cosmologistes et physiciens.

En 1922, le mathématicien russe, Alexandre Friedmann, et presque en rupture d'idée avec Einstein, jette un pavé dans la mare : l'univers est non statique. Il est même en mouvement exponentiel. Et ainsi, Alexandre Friedmann venait de poser la première pierre de l'idée d'un univers en expansion. Les adeptes de l'idée statique, y compris Einstein, ne se privèrent pas pour le dénigrer jusqu'à la moquerie. Mais en 1927, un autre physicien belge, le chanoine Georges Lemaître, confirmera la théorie du Russe Friedmann, malheureusement mort en 1925 à l'âge de 37 ans (et de ce fait, il ne verra pas le succès de son idée révolutionnaire). Lemaître venait d'ouvrir une brèche dans le mur de l'idée de l'univers statique, car on commença à s'intéresser à l'idée de son expansion. Quelques années après, l'astronome Américain, Edwin Hubble (1889 - 1953, qui avait découvert, après avoir utilisé de grands télescopes, l'existence d'autres galaxies en dehors de la notre (la voie lactée) formées de milliards d'étoiles (soleils), constata dans ses recherches que l'univers était en expansion continu. Et si cette théorie venait à être confirmée, c'est que, et sans le moindre doute, qu'il y a bien eu un début, (et aura une fin, bien sûr) se sont dit les adeptes de l'idée de Hubble. Et seule une énergie d'une envergure cosmique pouvait provoquer une telle extension. Et une telle énergie ne peut être déclenchée que par une grande explosion. Et durant plusieurs années, un grand débat s'ensuivit dans les médias d'alors entre pro et anti expansion de l'univers. Ce débat se poursuivit jusqu'en 1950. Cette même année, et lors d'un débat animé par la BBC, le physicien anglais, Fred Hoyle, pour se moquer de la théorie de l'expansion de l'univers, car il était adepte, comme Einstein, de l'idée d'un univers statique, utilisa pour la première fois l'expression anglaise : « Big Bang », tout en éclatant de rire [Grand Boum ou Grande Explosion]. Et depuis, l'expression a été adoptée et utilisée par l'ensemble de la communauté scientifique.